

Ud
8540



Ud 8540



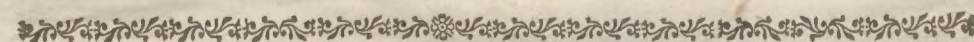
Ad. Ud 8540

#

EXPOSITION
DES DROITS DES DISSIDENTS,

jointe à ceux

DES PUISSANCES INTERESSÉES
À LES MAINTENIR.

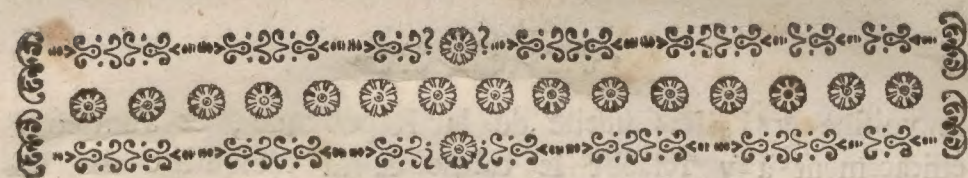


À ST. PETERSBOURG,

Le Décembre 1766.



MO1856



Les liaisons qui naissent du voisinage, sont en rapport de la convenance mutuelle, de la forme différente de gouvernement & de l'utilité des secours respectifs. Souvent elles deviennent si étroites, qu'une attention suivie à tout ce qui touche son voisin, soit dans sa sûreté au dehors, soit dans sa consistance intérieure, entre nécessairement dans le plan d'un Etat, & y tient la première place après les soins dûs à sa propre conservation, qui dans bien des cas n'en peuvent être séparés. L'histoire de l'Europe ne présente point deux nations puissantes, entre lesquelles les liaisons de cette nature soient plus anciennes & établissent un plus haut degré d'intérêt, qu'entre l'Empire de Toutes les Russies & la Pologne. De-là la part que la Russie à toujours prise aux affaires de la République, les guerres qu'elle a soutenues pour maintenir la forme de son gouvernement, & la certitude où est la Pologne de trouver dans tous les tems en elle, une alliée fidelle, attachée au maintien de ses constitutions, parceque ses constitutions violées intéressent à plusieurs égards le bonheur & la tranquillité de la Russie.

Sans remonter à des tems plus éloignés, on se rappelle ce que *Pierre le Grand* a fait pour parer aux dangers dont la République étoit menacée & la gloire qu'il a eue d'y réussir. Pendant le regne de l'Impératrice *Anne*, les Esprits encore dans la fermentation, voulurent légitimer l'ouvrage d'un tems de guerre & de discordes, la Russie se montra encore



la voisine & l'alliée fidelle de la Republique, & s'employa efficacement à y retablir le calme & la tranquillité sur les fondemens de l'indépendance de la nation Polonoise.

Mais jamais la Republique n'a eû plus occasion de se louer de la fidelité & des avantages de l'alliance de la Russie, que dans le tems du dernier interregne. Aux premieres époques qu'on vient de citer, il n'avoit pas été possible de la rendre parfaitement à son état vrai et naturel; Les circonstances avoient forcé à se contenter, pour ainsi dire, d'un système d'état casuel: ce n'est que par le dernier événement que le bien réel a commencé. La libre election d'un Roi Piaste, choisi unanimement parce qu'il a été jugé le plus digne de commander à la nation & le plus propre à faire son bonheur, a mis la Republique en état de rendre toute la force à ses loix fondamentales, à la liberté, aux droits & prerogatives de ses membres, & de travailler sur ce principe, à remettre en activité toutes les parties de son administration.

On ne s'étendra point ici sur la part que la Russie a eue à cet événement, ni sur la générosité & le desintéressement avec lesquels elle a rempli dans ce point principal, le but de la réclamation que toute la nation Polonoise fit alors de son secours. Glorieuse d'avoir contribué à une révolution si favorable à sa voisine, elle trouvoit sa récompense dans la perspective du bonheur durable & parfait qu'elle devoit naturellement procurer à la Republique. Les choses n'ont pas succédé selon ses desirs & ses espérances, & la nation Polonoise prête à commettre au fort d'une guerre civile, cette liberté pure qu'elle vient de recouvrer, doit être plus que jamais l'objet de son attention. Si *Sa Majesté Impériale* a trouvé l'intérêt de son Empire & la satisfaction personnelle la plus vive, comme voisine & comme amie, à tarir la source des desordres qui s'étoient introduits du dehors, les mêmes

titres



titres ne lui prescrivent pas moins d'employer ses soins, ses bons offices, & ses secours à arrêter ceux qui proviennent de l'interieur, qui sont la suite d'une irregularité dans l'administration, d'un vice qui attaque des loix fondamentales, d'abus destructifs de l'égalité qui fait la baze de la Republique. Tel est le refus que fait la communion Catholique, d'admettre les Dissidens à participer aux avantages qui doivent leur être communs, comme étant également citoyens.

Sa Majesté Impériale a toujours ressenti une vive peine, d'un point de division aussi dangereux qui subsistoit depuis si longtems dans l'interieur de la Republique. Convaincué des avantages que se procureroit la nation Polonoise, en reintegrant dans leurs droits & dans leur concours au bien général, des citoyens qui se sont toujours montrés zelés pour sa prospérité & qui n'ont pas moins contribué que leurs égaux à son lustre, à sa puissance, & à sa gloire, l'Impératrice n'a attendu qu'une occasion qui lui permit de lui faire à ce sujet, les représentations que son amitié, l'intérêt du voisinage, & les engagements de sa Couronne lui prescrivoient. Il en a coûté à son coeur d'être obligée de différer à remplir de tels devoirs, à cause des tems orageux de l'interregne; mais elle sentit que pour parvenir au but d'une election libre & unanime d'un Roi Piaste, naturellement désirée par les principes d'une Republique indépendante, il étoit important de ne pas tirer de son assoupissement, un nouveau sujet de desunion entre les citoyens. Pour ne s'occuper donc que de cet objet essentiel de pourvoir la Republique d'un Chef, elle renvoya cette affaire qu'elle étoit déjà intentionnée de proposer & sur laquelle elle fit dès lors pressentir les principaux de la nation, à un tems où les Esprits plus tranquilles, sentiroient mieux l'avantage d'un tel rétablissement & pourroient y travailler avec plus de concorde & d'efficacité. Ce ne fut ainsi qu'à la

A 3

Diete

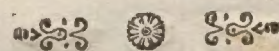


Diete d'Eléction, que ses Ambassadeurs le Comte Keyserling & le Prince Repnin eurent ordre de faire de sa part une intercession formelle en faveur des Dissidents, ce qu'ils exécuterent par le promemoria cy-joint sub litt. A.

La tranquillité n'étant pas encore parfaite dans la nation, *Sa Majesté Impériale* se contenta pour lors de cette première démarche, qui suffisoit pour annoncer à toute la République le vif intérêt qu'Elle prenoit au rétablissement des Dissidents, & porter tous les Etats à donner à cette affaire l'attention qu'elle méritoit.

La Diete de Couronnement ayant mis la dernière main à l'événement qui a donné à la nation Polonoise un Roi Piasse, d'une élection unanime, celle qui devoit la suivre parut la plus propre à *Sa Majesté Impériale*, pour proposer de la manière la plus formelle à tous les Ordres de la République réunis, de remettre la constitution fondamentale de l'Etat dans sa perfection primitive, en rendant l'égalité à des Citoyens à qui elle appartient de droit, & qui n'en ont été privés pour aucune cause légitime. Son Ambassadeur le Prince Repnin eut ordre de faire connoître solennellement dans une audience Publique à la République assemblée en Diete, combien Elle avoit à cœur le rétablissement des Dissidents. Les motifs qui l'engageoient à faire sur cet objet, les représentations les plus pressantes d'une Voisine, d'une Amie, & d'une Alliée aussi ancienne que naturelle, se trouvent exposés dans la déclaration cy-jointe sub littera B. que Son Ambassadeur fit de Sa part à toute la République.

L'Imperatrice a le témoignage de sa conscience sur la conduite qu'Elle tient & qu'Elle s'est proposé de suivre dans cette affaire, mais la Cour Impériale de Russie, quoiqu'elle sache que les Souverains ne doivent compte qu'à Dieu seul de leurs actions, juge de la justice de mettre sous les yeux de toute l'Europe, les titres sur lesquels les Dissidents fondent
leurs



leurs prétentions, & sur quoi Sa Souveraine dirige Ses démarches en leur faveur.

On voit par l'histoire de Pologne que la liberté de la République n'a pas toujours été aussi parfaite qu'elle l'est à présent. Lorsque ses Rois occuppoient le Thrône par droit de succession, la constitution du Royaume étoit bien différente de ce qu'elle est aujourd'hui. Sous les Rois de la race des Jagellons qui commença en 1386. & finit en 1572. la petite noblesse n'avoit aucun pouvoir; les prerogatives de la Royauté étoient presque les seules directrices des loix & en constituoient le Code. Pour se faire une idée précise combien la liberté de la noblesse étoit limitée, il suffit d'observer que la sûreté de leurs personnes ne leur a été déterminée que par un privilège de Jagellon, par lequel il promettoit de ne faire mettre personne en prison, avant qu'il eut été convaincu de crime par devant la Justice. La liberté Polonoise doit à son fils Vladislas l'établissement de la Chambre des nonces, dans laquelle toutes les Provinces participent par leurs Deputés à l'autorité législative & interdictoire, & c'est cette participation au pouvoir législatif qui décide l'égalité des Nobles Polonois & les rend tous membres du Souverain. Ils restoient encore soumis à l'autorité des Jugements Episcopaux qui les tenoient à quelques égards dans une espèce de servitude, puisque les excommunications leur ôtoient l'activité dans les Dietes & les Dietines. Ce fut Sigismond Auguste le dernier des Jagellons, qui mit des bornes à ces jugements, & cette entreprise ne fut pas d'une médiocre difficulté. Le même Roi ne rendit pas un service moins essentiel à la nation, en anéantissant à perpétuité, toute différence qui auroit pu naître entre les Citoyens pour cause de Religion, par un privilège qu'il leur accorda dans la Diette de Vilna le 16 Juin 1563. lequel se trouve dans les archives du Tribunal supreme du
Grand



Grand-Duché de Lithuanie. Les termes en sont trop précis pour n'être pas rapportés ici, parcequ'on y voit la capacité des Citoyens appelés dans la suite improprement Dissidents, dont il s'agit à présent, à toutes les dignités, charges & places dans la Couronne, établie & assurée, & leur égalité en tout avec les autres; décidée de la manière la plus claire & la plus positive.

Sigismond Auguste s'exprime ainsi: „A compter depuis „à présent, non seulement les Nobles & Seigneurs avec leurs „descendants qui appartiennent à la communion Romaine, & „dont les ancêtres ont obtenu aussi des lettres de noblesse „dans le Royaume de Pologne, mais encore en general tous „ceux qui sont de l'ordre Equestre & des nobles, qu'ils soient „Lithuaniens ou Russiens d'origine, *pourvu qu'ils fassent pro- „fession du Christianisme*, quand même leurs ancêtres n'au- „roient pas acquis les droits de noblesse dans le Royaume de „Pologne, doivent jouir dans toute l'étendue de notre Royau- „me, de tous les privileges, libertés & droits de noblesse à „eux accordés & en jouir *à perpétuité en commun*, aussi bien „& sur le même pied qu'autrefois de toute antiquité & jus- „qu'à maintenant, l'ordre des Chevaliers & des nobles d'ori- „gine tant Lithuanienne que Rusienne a joui de toutes ces „libertés; De même à compter depuis à présent, on doit ad- „mettre aux honneurs & aux dignités tant du Senat que de „la Couronne, & à toutes les charges nobles, *non seulement „ceux qui appartiennent à l'Eglise Romaine*, mais aussi *en „commun & d'une manière égale*, tous ceux qui sont de l'ordre „équestre & d'une extraction noble, *pourvu qu'ils soient Chre- „tiens* tant Lithuaniens que Russiens, ils seront promus cha- „cun à proportion de ses merites & de sa dignité, par nous „& de notre grace, à toutes les dignités & charges conside- „rables, & personne de l'ordre des Chevaliers & des nobles „ne



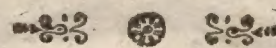
„ne pourra en être exclu pour l'amour de sa religion, *pour- „vu qu'il soit Chretien*, ni à cause des deux articles dont il „est fait mention dans les privileges antérieurs.

Ces deux articles rappelés & corrigés par le privilege de Sigismond Auguste, restreignoient à la Communion Catho- lique, les honneurs & dignités à conférer dans la Republi- que; mais tous les Etats supplierent le Roy de les reduire à une juste égalité, ce qu'il fit par le privilege dont on vient de rapporter les termes exprès. Les raisons qui le deter- minerent à en agir ainsi, furent, que les familles de la Communion Grecque étoient en possession d'entrer au Senat, qu'elles n'avoient pas montré moins d'attachement & de fi- delité à leurs Rois, ni rendu des services moins essentiels à la Patrie que les autres citoyens. Le même Roi ayant promis de confirmer, & si cela étoit nécessaire d'augmenter ce privilege à la prochaine Diette Générale, cela se fit effectivement à la Diette de Grodno en 1568. où il donna le 1 de juillet des lettres de confirmation dans lesquelles les mêmes articles sont repe- tés mot pour mot, & où l'on trouve même des additions importantes: Par Exemple, le privilege portoit simplement *pourvu qu'on fasse Profession du Christianisme*, & dans la confirmation on s'exprime plus clairement, *de quelque com- munion ou Confession Chretienne que l'on soit*; de sorte que s'il étoit possible que, parcequ'on a nommé la Religion Grec- que & non les deux autres, on voulût objecter qu'on ne les a pas assez désignées par ces termes *pourvu qu'il soit Chre- tien*, on ne peut pas douter qu'elles n'aient été comprises dans la confirmation, *de quelque communion ou confession Chretienne que l'on soit*. Il étoit dit en general dans le pre- mier privilege, que tous ceux qui sont Chrétiens auront part aux dignités du Royaume, seront admis aux charges de la Cour & des Provinces & entreranno au Senat; & dans la con- firma-



firmation on ajoute spécialement, toutes les hautes dignités, comme Palatinats, Chatellenies, Places de Senateurs & Charges de la Cour & des Provinces. Ce privilege & ces lettres de confirmation de Sigismond Auguste, donnés dans le tems que se continuoit la grande affaire de l'Union du Grand-Duché de Lithuanie à la Pologne, outre qu'ils étoient conformes au droit de la nature exercé par des Citoyens qui, sans egard à la différence de Religion, avoient déjà eû entrée au Senat, tendoient à favoriser cette union à laquelle on vouloit mettre la dernière main; ainsi leur confirmation fut la même que celle de tous les privileges generaux & particuliers donnés par rapport à la même affaire, les quels furent tous confirmés sous le même Roi à la Diete d'union tenue à Lublin en 1569. qui joignit pour jamais le Grand-Duché de Lithuanie à la Couronne. Par là ils furent incorporés aux loix generales du Royaume, car la constitution de cette Diette porte expressement (en confirmant toute l'affaire de l'union) *nous voulons que ces privileges soient regardés comme inserés ici*, & elle en ordonne l'enregistrement dans chaque Chancellerie, ainsi que l'envoi par extraits authentiques dans tous les Palatinats, ce qu'on peut voir par la constitution de cette Diette cy-jointe sub litt. C. Voy. aussi les Constitutions T. II. Pag. 776. & 779.

Quel est l'état des Dissidents en vertu d'une loi aussi solennelle? font-ils bien reconnus egaux en tout à leurs Concitoyens? & dans quel tems! lorsque la perfection de l'union de la Lithuanie à la Pologne a fondé la Puissance souveraine de la Republique telle qu'elle subsiste aujourd'hui. Est-il ici question de Tolerance? L'exercice le plus libre n'est-il pas assuré dans cette capacité à toutes les charges parfaitement egale, à des Citoyens qui en avoient déjà le droit par la nature? Car les Grecs qui composoient cinq pro-



provinces incorporées à la nation Polonoise, & qui n'auront plus désormais avec elle que le nom de Polonois; les Protestants, descendants des familles anciennes de la Republique, nobles & Citoyens, & non considerés comme des étrangers qui seroient venu se refugier en Pologne, & se seroient soumis aux conditions qu'il auroit plu au Souverain de leur imposer, reçoivent bien plutôt par-là la confirmation d'un droit qu'une grace; aussi le privilege porte-t-il que les premiers avoient déjà eû entrée au Senat. Ce n'est point une innovation, c'est le maintien de l'état des choses tel qu'il avoit été & qu'il devoit être. Les Dissidents egaux par la nature, le sont par la possession, & voila la loi qui y joint la confirmation de l'institution politique. On va en voir les effets.

Les privileges accordés en differents tems aux nobles Polonois, etablissoient leur liberté. Ils saisissoient l'occasion du premier interregne pour la rendre stable & irrevocable, & la mettre à l'abri de toute secousse. Après la mort de Sigismond Auguste en 1572. la Republique se confedere pour proceder à l'election d'un nouveau Roi; voici comme elle parle. (Constitutions Tom. II. page 841. §. 2. & 3.) „ Nous ne reconnoissons „ pour notre maitre que celui qui nous aura ratifié par ser- „ ment tous nos droits, privileges, & libertés, que nous „ avons & qui lui seront présentés après l'election. . . . Particu- „ lierement il sera obligé de jurer qu'il maintiendra la paix entre „ les Dissidents en matiere de Religion. „ Les Grecs & les Protestants, qui composoient le gouvernement tout aussi bien que les Catholiques, sont dans cette Confederation à titre d'egaux avec leurs concitoyens, ils font les mêmes efforts & participent aux mêmes succès. Une des conditions surtout, est que le Roi entretienne la paix entre les Dissidents, stipulation toute nouvelle qui a obligé à changer l'ancien formulaire de serment, & qu'il seroit absurde d'entendre d'une simple tole-
B 2
rance.



rance. On ne dit point avec les Dissidents, termes dont on se sert depuis quelques tems, pour jeter un nuage sur la question & faire regarder les Dissidents comme Etrangers au corps de l'Etat, comme des gens vis-à-vis de qui l'Etat change, augmente, ou restreint à son gré la faveur qu'il leur fait de les tolerer. Tous les Citoyens demandent le maintien de leurs privileges: les Dissidents revetus des charges les plus considerables de l'Etat, aussi bien que les autres Religions, peuvent-ils n'être pas compris dans le serment general qui garantit tous les privileges, puisque ces privileges leur sont communs? Et cet article ajouté & particulierement recommandé, que le Roi entretiendra la paix entre les Dissidents, n'a-t-il pas aussi bien sa valeur pour garantir les Catholiques des entreprises des autres Religions, que celles-cy des attaques des Catholiques? Ce nom de Dissidents donné à tous établit l'idée qu'on doit se former de l'égalité qu'il y a alors entre les Citoyens, au moment où cette qualité commence proprement à leur convenir, puisque ce n'est que dans cette Confédération qu'ils jouissent pleinement de tous leurs droits, qui avoient été jusque là limités par la puissance de leurs Rois. On ne dit point dans cette Confédération entre ceux qui different de la Religion dominante, de la Religion du Souverain, parceque toutes les Religions suivant la fortune respective de ceux qui les pratiquoient, ou plutôt le droit de la nature, étoient égales comme les Citoyens: Et il est clair qu'on a pensé ainsi dans un tems, où la nation Polonoise qui venoit de voir finir la souveraineté d'une race qui avoit régné si longtems sur elle, procedé à une election, assure d'elle même sa liberté, & lui donne une constitution stable, par les conditions qu'elle prescrit à un nouveau Roi, qu'elle appelle & qui ne gene pas la liberté des Citoyens, par l'autorité enracinée d'une famille accoutu-



accoutumée au Thrône. Est-il une époque, où une nation puisse être censée donner une attention plus forte aux principes de son gouvernement & être plus éclairée sur ses vrais intérêts? Tout ce qu'elle fait dans ce moment n'est-il pas sa vraie pragmatique, & ne devient-il pas respectable par l'empreinte de sagesse qu'il porte avec soi, surtout par l'autorité qui l'établit?

La Republique confederée, dans la crainte des desordres & des tumultes, que la difference de Religion pourroit occasionner entre les Citoyens, comme elle en voit l'exemple dans d'autres pays, continue ainsi dans la même Confédération: „ Nous nous engageons tous, pour nous & pour nos successeurs à perpetuité, par les liens du serment, de notre foi, de notre honneur, & de nos consciences, à conserver la paix entre nous qui sommes *Dissidents sur la Religion*, à ne point repandre de sang, ni imposer à qui que ce soit des peines, de confiscation de biens, de diffamation, de prison, d'exil, à cause de la difference de notre foi & de nos rites dans les Eglises. . . Bien plus si quelqu'un vouloit pour la dite raison, repandre le sang de ses Concitoyens, nous serons tous obligés de nous y opposer quand même il se couvrirait du pretexte d'un arrêt, ou de quelque autre procedure de Justice, . . . Et à la fin de la Constitution: „ Nous nous promettons tout ce que cy-dessus reciproquement les uns aux autres, & au nom de notre posterité, & nous engageons sur notre foi, notre honneur & nos consciences à observer le tout inviolablement. Et si quelqu'un venoit à s'y opposer & troubler ainsi dans le public la paix & le bon ordre, nous nous leverons tous contre lui pour le detruire. Fait à Varsovie dans la Diète generale du Royaume le 28. Janvier 1573. „

En consequence de ce decret unanime de la Republique, Henri de Valois prêta par son Ambassadeur & ensuite par



lui même le serment à lui prescrit de la manière suivante : (Constitutions Tome II. Page 863.) „ Moi Henri ... je promets & jure devant Dieu le tout Puissant, que j'observerai „ & maintiendrai tous les droits, immunités & privileges tant „ publics que particuliers, ecclesiastiques que séculiers ... que „ les Rois mes predecesseurs ont accordés ... qui ont été établis par tous les ordres dans le tems de l'interregne, & qui „ viennent de m'être présentés ... je protegerai & maintiendrai „ la paix entre les Dissidents au sujet de la Religion, & ne „ souffrirai point que qui que ce soit puisse être inquieté & „ opprimé en aucune manière, pour cause de Religion, ou par „ mes justiciers & officiers, ou par ceux des Etats, quelle „ que soit leur autorité, tout comme je n'inquieterai & „ n'opprimerai moi même personne ... ainsi Dieu me soit „ en aide. „

Ce serment de Henri de Valois a servi de modèle dans toutes les elections & couronnements posterieurs, parceque l'acte de confederation de l'année 1573. a été inséré dans les constitutions & loix du Royaume, & repeté en suite mot pour mot, quant à ce qui concerne la Religion, à chaque nouvel interregne. Il a été depuis mis constamment au nombre des loix du Royaume. La Confederation qui se fit en 1648 après la mort de Vladislas, le rapelle mot pour mot, & cette confederation se qualifie de loi éternelle (Constitutions Tom. IV. Pag. 150. & 172.)

Le Roi Etienne avoit accepté pour lui & pour ses successeurs, le nouveau formulaire de serment prêté par Henri, dans lequel la paix entre les Dissidents est prescrite. Voyez les Constitutions Tom. II. page 921. §. 18. Et ensuite les serments de Sigismond III. Tom. II. pag. 1096. de Jean Cazimir Tom. IV. pag. 205. de Michel Tom. V. pag. 39. de Jean III. Tom. V. pag. 282. & d'Auguste II. Tom. VI. pag. 5.

Tous



Tous ces serments qui assurent la paix entre les Dissidents, se rapportent constamment à l'esprit de la Confederation de 1573. toujours restée en vigueur dans la Republique, qui avoit senti dès l'origine, combien une paix de cette nature étoit difficile à maintenir entre des membres égaux, tels que le sont tous les Citoyens, & qu'elle ne pouvoit faire une loi trop positive à ses Rois, de l'observer, & de la proteger. Cette loi pour l'observation de la paix étoit faite pour tous les Citoyens, sans distinction de Religion, „ *Entre nous qui sommes Dissidents sur la religion* „ Les Catholiques Romains se regardoient par cette qualification de Dissidents, connue alors pour la premiere fois dans la Republique, comme tels à l'égard de leurs Concitoyens. Ils stipuloient qu'ils n'en seroient point inquiétés pour cette raison, comme ils ne les inquieteroient pas nos plus de leur côté. C'est une loi d'Etat commune à tous, dont ils se sont promis l'un à l'autre l'observation, *Nous nous promettons reciproquement*. De cette promesse reciproque dans un acte aussi solennel, que reste-t-il à conclure qu'une égalité parfaite entre les Citoyens même quant à la Religion; & dès qu'on voit l'égalité décidée dans un point aussi essentiel que la Religion, qu'on veut eriger en principe de pouvoir de maître pour les Catholiques, est-il à imaginer qu'il n'y ait pas eu tout aussi légitimement dans ce tems-là, dans la pratique même, une égalité aussi parfaite pour les droits de la naissance & du Citoyen.

On a été si delicat sur cette paix de Religion, que, lorsqu'en 1576. le 8. Fevrier & le 4. Mai, le Roi Etienne signa les lettres confirmatives usitées, à l'égard de tous les droits & immunités des Polonois, ou y trouve cette clause remarquable : „ Ce que Nous avons ratifié par ces lettres, „ à l'égard des privileges & libertés Ecclesiastiques & autres choses



„ choses , ne doit point déroger à l'article de notre serment ,
 „ où il s'agit de la paix & de la tranquillité entre les Dissi-
 „ dents au sujet de la Religion , laquelle nous conserverons
 „ & maintiendrons, promettant & assurant que nous l'obser-
 „ verons d'une manière ferme, inébranlable, & réelle. „ (Con-
 stitutions Tom. II. pag. 905. & 913.

Le Roi en s'exprimant ainsi, vouloit ôter tout prétexte aux Catholiques Romains, qui voyant leurs libertés ecclésiastiques confirmées, en auroient pu tirer des conséquences préjudiciables aux autres Religions. Mais c'est ce qu'il prévient, en leur déclarant que chacun des deux partis doit également & conjointement, conserver tous ses droits & toutes ses libertés. Cette clause sert encore à rectifier la confirmation faite par le même Roi de la Confédération de 1573. qui n'est pas rappelée avec tout l'éclat que devoit avoir une Confédération générale de la nation, (Const. Tom. II. pag. 897.) parceque, si cette paix entre les Dissidents pouvoit être limitée aux trois Religions Grecque, Reformée & Lutherienne, & ne comprenoit pas aussi la Catholique, pourquoi cette confirmation des privilèges des Catholiques seroit-elle mise ici en opposition avec la paix entre les Dissidents? Mais le moindre avantage accordé à une des quatre Religions, peut intéresser la paix qui leur doit être commune à toutes, & l'égalité qui a statué cette paix.

On voit plus clairement encore, que les Catholiques étoient compris sous ce nom général de Dissidents, par l'extrait cy-joint sub litt. D. de la Confédération de 1586. (a) où la Confédération entre

(a) À ce caractère de confirmation des Rois Henri & Etienne, on ne peut reconnoître que la Confédération de 1573. s'il y en avoit une autre, cette confirmation & la force qu'on lui donne de casser légitimement *ipso facto* un jugement d'un Tribunal, ne seroit pas un médiocre titre pour les Dissidents, & annoncroit toujours le rang qu'ils ont tenu dans l'Etat.



entre les Dissidents, confirmée par les Rois Henri & Etienne, est laissée dans toute sa force & vigueur.

Les droits des Dissidents étoient encore dans toute leur considération, à l'élection d'Auguste II. Outre le serment pour le maintien de la paix, pareil à celui de ses prédécesseurs, voici comme il s'exprime dans le Diplôme de confirmation:
 „ Quoiqu'en confirmant cy-dessus par ces présentes lettres, les
 „ privilèges & libertés Ecclesiastiques & autres choses, nous
 „ ayons nommé dans notre serment les Eglises Catholiques
 „ Romaines, cela ne doit point être préjudiciable aux Eglises
 „ Grecques & à leurs privilèges, nous voulons au contraire
 „ les conserver dans toute leur force; Et ne voulons point
 „ non plus déroger à cet autre article de notre serment,
 „ sçavoir que nous conserverons & maintiendrons la paix &
 „ la tranquillité entre les Dissidents, promettant & assurant
 „ de l'observer d'une manière ferme, inébranlable & réelle.
 „ A Cracovie à la Diète de Couronnement le 29. 7bre
 „ 1697. „ (Const. Tom. VI. pag. 7. & 8.

Est-il à presumer, que, si on n'avoit pas eû encore égard à cette parfaite égalité entre les citoyens pour leurs Religions, établie dans l'acte le plus essentiel de la liberté & du gouvernement moderne de la République, ou craignit de blesser les Eglises Grecques pour avoir nommé les Eglises Catholiques? Si l'on s'écarte quelquefois, dans des Confédérations particulières, dans des actes qui se ressentent des troubles & de l'animosité, de l'ancien esprit de la Constitution de la République, on y revient toujours au moment le plus important, lorsque chaque nouveau Roi garantit les droits, les privilèges, & la liberté de la nation; on sent alors toute la force de l'intérêt commun, & l'égalité reprend ses droits.



On en voit encore un effet, dans la nouvelle assurance que le même Roi, Auguste II. donne aux Dissidents par rapport à leurs droits & leur promotion aux dignités du Royaume, puis qu'après avoir confirmé solennellement dans les pacta Conventa, la paix dont les Dissidents doivent jouir, il s'exprime ainsi: „ Dans la distribution des places du Senat, aussi bien „ que des Starosties à juridiction, nous aurons soin de nous „ conformer ponctuellement, à ce qui a toujours été scrupuleusement observé & pratiqué autrefois par les Rois Jean „ Cazimir, Michel, & Jean III. nos predecesseurs de pieuse „ memoire. Nous en exceptons pourtant les Memnonites, „ les Anabaptistes & les Qwakers qui ne doivent point jouir „ des droits dont jouissent les autres Dissidents, au contraire „ nous renouvelons à leur égard toutes les loix & Constitutions établies contre les Ariens. „ (Constit. Tom. VI. p. 18.

On voit par tout ce que cy-dessus, qui constitue le droit national des Dissidents, que la liberté de Religion a été regardée depuis 1563. jusqu'encore en 1699. comme une loi d'Etat, & que la différence des cultes ne prenoit rien sur les droits, que tous les Citoyens ont à toutes les charges du Royaume, à l'égalité si essentielle à la Republique. Les Dissidents ont joui de ces droits qu'ils tenoient de la nature, sous la garantie sacrée de leurs Rois, & la possession fondée sur un titre aussi respectable produit encore un nouveau droit en leur faveur. Déjà dans les actes de l'assemblée de Sendomir en 1570. on trouve les signatures de quatre Palatins Luthériens, & dans la Confédération que les Polonois du Rit Grec formerent en 1599. avec les autres Polonois Dissidents ou compte 22. Senateurs. On trouve pareillement dans les actes des Confédérations & Dietes suivantes un grand nombre de signatures de Senateurs, d'Officiers de la Cour, & d'au-



d'autres gens en charge dans le Royaume, tous Dissidents. Les Dissidents avoient possédé des charges avant que la loi de l'Etat prononçât que leur Religion ne les en excluait pas, parcequ'ils y avoient la même capacité que leurs Concitoyens. Ils en ont possédé depuis que la paix entre les différentes Religions a été statuée comme une loi d'Etat. Qu'on choisisse de ces deux possessions, ou de celle dans laquelle ils avoient été établis par la nature, ou de celle qui s'est reposée sur le droit public d'une nation, elles parlent toutes les deux avec la même force en leur faveur, & l'intérêt de la Patrie vient encore à leur secours. La Republique a-t-elle jamais été plus heureuse, plus puissante, plus considérée que lorsqu'en se conduisant sur les premiers & seuls vrais principes de son institution, elle a appelé indistinctement tous ses membres à son administration & en a été servie avec un zèle qui a toujours été indépendant des opinions particulières. Qui a pu interrompre le cours d'une union aussi heureuse & dont les succès auroient du bien plutôt resserrer les noeuds? Les Dissidents n'ont point montré moins d'activité à remplir leur tâche comme Citoyens: Il n'est point de malheur qu'on puisse imputer à leur négligence, à leur mauvaise volonté, à leurs trames contre la sûreté & la liberté de leurs frères. Il paroît cependant que ce n'est que par des crimes que l'état de l'homme peut être dénaturé. Ont-ils troublé leurs concitoyens dans leur religion & manqué les premiers à cette promesse reciproque de ne se point inquiéter pour cette cause? On n'en a jamais formé l'accusation contre eux. On n'a jamais prouvé qu'ils aient été nuisibles ou qu'ils soient devenus dangereux à l'Etat. L'abaissement où ils sont actuellement n'est point l'ouvrage d'une délibération, où les vrais intérêts de la Nation Polonoise aient été examinés, pesés, approfondis. C'est une suite d'abus d'une partie qui est sortie



de l'ordre général, qui manque à ses engagements envers l'autre & qui l'opprime. Un Roi qui a cru avoir perdu la Couronne d'une autre Nation, pour la différence de la religion, a voulu en marquer son ressentiment, en ne nommant plus les dissidents aux dignités éminentes. Ses Successeurs ont pris la même conduite pour règle & peu à peu les dissidents se sont vus exclus de presque toutes les délibérations. Leur nombre a diminué par cette persécution sourde & quand on les a crus assez foibles, pour ne plus oser lever la tête contre le bras qui les opprimoit, on a fait un droit des usurpations faites en différents tems & contre leur liberté de religion, & contre leur capacité aux charges. À la diète de 1717. où on a frappé le premier coup décisif contre eux, la Communion Catholique a su tirer parti des troubles & des variations d'une longue guerre, & Elle a eu assez de crédit pour faire passer un article qui limite leur libre exercice de religion, aux églises bâties avant des loix qu'ils ne reconnoissent pas, & de faire decerner des peines pecuniaires, la prison & ensuite le bannissement, dans certains cas où ils seroient surpris exerçant leur religion. Une telle Loi étoit bien éloignée encore alors d'être le vœu de la Nation. On fait les difficultés qu'elle rencontra, & les peines que se donnerent pour l'empêcher, des membres vraiment éclairés sur les droits comme sur les intérêts de leur patrie, qui eurent même la Satisfaction de se voir seconder par quelques Eveques, assez patriotes pour se dépouiller, dans ce moment, de tout esprit de parti, en faveur de la justice & du bien de l'état. Le Roi surtout, sentant vivement l'injustice qu'on leur faisoit, mais obligé de céder aux circonstances, ne put leur refuser le Diplôme cy-joint sub Littera E. par le quel il declare que le dit Article ne doit déroger en rien à la Confédération de 1573. & autres. L'autorité Royale seule, il est vrai, n'est pas



pas suffisante pour anéantir l'Effet d'une diète: Mais quand cette diète n'est composée que d'un seul parti, a-t-elle aussi le pouvoir de prononcer contre l'autre? Et qui ne sait combien la politique alors eût de part à cette disposition? Toute la force de l'état étoit entre les mains des Catholiques. Contraints de rétablir sur le trône, un Roi qui n'étoit que profélite dans leur Communion, ils ont cru ne pouvoir lui lier assez les mains, pour empêcher la faveur qu'ils lui supposoient pour un ancien culte, & la crainte, le seul sentiment que quelques uns d'eux aient écouté alors, leur ferma les yeux sur une démarche aussi outrée. On ne prononça pourtant point encore dans ce moment contre leur capacité aux Charges; il y a au contraire un article qui le leur conserve par exception: C'est la défense aux Chancelliers de sceller leurs graces, si ce n'est sans préjudice des Catholiques. Constit. Tom. VI. p. 242.

Enhardi par ce premier Succès on ne s'est plus prescrit de bornes & à la diète de 1736. on les a exclus des places de Nonces, de l'entrée aux Tribunaux & en général de toutes les charges.

Ce qu'il y a de singulier, c'est qu'on leur conserve encore la paix suivant les anciennes loix, la sûreté de leurs biens, de leurs fortunes & l'égalité des personnes, & que quand on les exclut des charges, on mette cette clause *salvis modernis possessoribus*. Voilà une possession reconnue & respectée dans une constitution où on ne craint point de changer, sans le moindre motif, l'usage constant de la distribution égale des places dans la République; On assure aux dissidents l'égalité des personnes, à la limitation près qu'on y met par l'exclusion des charges; il y a donc eu une égalité constante de fait & de droit avant cette limitation. Les principes du Gouvernement se manifestent encore dans toute leur force, au moment où



on les renverse. On trouve dans leur anéantissement même la preuve de leur existence, mais où trouve-t-on ce droit de les anéantir? Le pouvoir de détruire les principes d'un gouvernement, n'est assurément pas dans ces Principes. L'Egalité entre les Citoyens, étant la loi fondamentale de l'association des nobles Polonois, les Catholiques, qui ne sont que les égaux de leur concitoyens, sont sortis de cette égalité, & ont pris la place de maîtres quand ils ont prononcé contre Eux. Ils ont déclaré qu'ils constituoient seuls la République, par le refus de les admettre aux délibérations générales, car dès 1718. on rejeta les Nonces des dissidents qui s'étoient présentés, & on fut même à l'instant de leur faire violence. Ce refus & leurs protestations suffiront dans tous les tems, pour empêcher la prescription s'il pouvoit y en avoir contre des droits aussi sacrés, annulés si irrégulièrement. Une diète composée d'un seul parti, ne sera jamais reconnue pour un législateur, dont l'autorité puisse balancer, outre les droits de la nature, la loi fondamentale qui a déterminé la constitution de la République. Le nombre des Catholiques est supérieur, on le fait, on l'éprouve, mais c'est le seul titre qu'ils puissent citer à leurs concitoyens, pour les exclure d'une administration qui leur est commune à tous, pour les dépouiller de la qualité de membres de l'Etat & les réduire à la condition de Sujets. Les dissidents qui croient & qui ont droit de croire, que leurs égaux n'ont pas pu sans eux prononcer ainsi sur les liens primitifs de leur union, voient l'injustice s'armer toujours d'une autorité qu'elle n'a pas, pour légitimer des abus, la violence & l'usurpation. Avant de recourir aux voies d'une légitime défense, pour se procurer la restitution de ce qui leur appartient à tant de titres, ils se sont adressés aux Puissances garantes de leur Etat, en vertu de la paix d'Oliva & de celle de Moscou, & principalement



lement à *Sa Majesté Impériale*, comme l'Alliée la plus ancienne & la plus naturelle de leur Patrie, & la plus intéressée au maintien de la forme de son Gouvernement.

On vient de voir leurs droits, établis incontestablement par les premières loix de la République. La garantie des Puissances Etrangères leur a donné une nouvelle sanction & les a mis sous la protection sacrée du droit public.

Par l'article II. de la paix d'Oliva, le quel il faut entendre selon l'explication & l'extension que lui ont donné les Ministres Plenipotentiaires de Suede, & ainsi qu'il a été ratifié avec la déclaration de ces Ministres, par le Roi & la République, Les Dissidents participent à l'amnistie générale, & sont maintenus dans l'état où ils ont été avant la guerre terminée par cette paix. Il est nommément dit qu'on n'a pas entendu confirmer d'anciennes loix hors d'usage contre les prétendus hérétiques, quelles qu'elles puissent être v. cy-joint l'article II. de la paix d'Oliva sub Lit: F. ainsi que la déclaration avec la ratification sub Lit: G.

Le Traité de Moscou Art: 9. maintient les évêchés, abbayes, communautés & habitans de la Communion Grecque dans leur Religion, & les met à l'abri de toute persécution. Voy. cy-joint cet Art: 9. sub Lit: H.

Les Dissidents poussés à bout par les refus éternels de leurs concitoyens, de leur faire justice eux mêmes, perpétuellement en but à la persécution, à la quelle on vient de mettre le comble, & qui leur prépare pour l'avenir, un sort plus déplorable encore que celui qu'ils éprouvent, n'ont plus d'espérance que dans cette force indestructible de leurs droits, & dans l'appui des traités, conclus avec les Puissances Alliées & Amies de leur Patrie.

L'Impératrice pourroit-Elle, sans fermer l'oreille à la justice & imposer silence au sentiment de l'humanité, se montrer



trer indifferente & tranquile, sur le sort de malheureuses victimes de leur affoiblissement, dont une partie lui est unie par les liens d'une même foi. Sa Majesté connoit les droits des dissidents, Elle en voit la justice, & ce n'est pas une mediocre satisfaction pour Elle, de savoir en même tems, que le droit qu'Elle a de les proteger, comme la Religion & la commiseration si naturelle L'y sollicitent, n'est pas moins fondé.

Outre l'interêt essentiel du voisinage de Son Empire avec la Pologne, interêt commun à la Republique & dont Elle a retiré des avantages signalés sous les predecesseurs de *Sa Majesté Impériale*, & plus particulièrement sous son Regne, l'Impératrice se considere encore dans les liens de la promesse qu'elle a faite à la nation Polonoise, pendant l'Interregne, de contribuer à affermir son bonheur & sa tranquillité. Ce seroit un abandon de Sa part, que de croire y avoir suffisamment satisfait, quand elle laisse la Republique à l'instant d'éprouver les plus grandes divisions. Cette consideration se presente surtout dant toute sa force, quand *Sa Majesté Impériale* se voit, d'un autre côté, dans l'obligation de remplir les engagements de Sa Couronne: ce n'est que par Elle, qu'elle trouve la possibilité de concilier ses sentimens & Son devoir, d'agir autant comme amie, que comme Puissance garante de la liberté de religion assurée à ceux de Sa Communion. Elle n'immagine pas que la partialité, qui chercheroit à affoiblir tous les autres motifs, pretende par une distinction captieuse, que parcequ'on n'a stipulé par le Traité de 1686. que pour le spirituel, le temporel doit être indifférent à Sa Majesté, ou au moins ne l'oblige pas. Qu'on allégué une autre raison que la Religion, pour proscrire les dissidents, quelque faute, quelque crime contre l'Etat, & alors l'Impératrice pourra croire, que la conduite des Catholiques à leur égard, ne por-

te



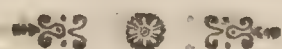
te point atteinte à cette liberté de religion dont Elle est garante. Mais on les opprime, on fait plus, on les punit & uniquement pour leur religion, & quelle punition qui retranche des citoyens de la société & les rabaisse à l'état de Sujets, de Membres du Souverain qu'ils sont. Dira-t-on que ce soit jouir tranquillement & sans contrainte de l'exercice de sa religion, que de payer cet exercice du prix de son existence de Citoyen, égal dans tous ses droits.

Sa Majesté Impériale a eu la satisfaction de voir toutes les Puissances, respectivement interessées au maintien de leur religion en Pologne, & autorisées à cet effet par la garantie de la paix d'Oliva, annoncer par leurs représentations à la Republique, les mêmes dispositions & les mêmes sentimens qu'Elle: Si le voisinage établit de la difference dans le degré de protection donné à la même cause, *Sa Majesté* se reposera volontiers sur Sa conduite passée & sur celle qu'Elle tiendra jusqu'à la fin de cette affaire, pour justifier & la réalité des motifs qui La font agir, & la pureté des vuës par lesquelles Elle Se dirige.



D

A.



A.

PRO MEMORIA.

Les obligations qu'imposent à *Sa Majesté l'Impératrice* de toutes les Russies, Notre très gracieuse Souveraine, les traités qui subsistent entre Elle & la Republique de Pologne, aussi bien que l'interêt le plus respectable, qui l'unit avec ceux des sujets de la Republique qui professent la même Religion que *Sa Majesté Impériale* & les autres qui y sont connus sous le nom des Dissidents, ne lui permettent pas de regarder avec indifférence, l'Etat opprimé où se trouve une partie si considérable de la Nation, pour être attachée à des croyances publiquement adoptées & suivies par tant de grandes Puissances, Etats & Nations de l'Europe, & autorisées outre cela par les loix fondamentales de la Republique même. Ces Dissidents étant traités comme des Sectateurs obscurs & sans aveu, & se voyant non seulement dépouillés, depuis quelque tems, sur tout sous le dernier Regne, par des Constitutions surprises & par des voyes illégales & violentes, de differens droits, libertés & prérogatives, dont ils jouissoient en vertu des Loix fondamentales d'un Etat libre, qui assurent à tous ceux qui le composent une parfaite égalité; se voyant outre cela gênés au suprême degré, dans ce qui regarde le culte & l'exercice public de leur Religion: C'est en conformité des ordres qu'ont reçu les Soussignés, Ambassadeur Extraordinaire, & Ministre Plenipotentiaire de *Sa Majesté l'Impératrice* de toutes les Russies, qu'ils ont l'honneur de représenter très humblement à *Sa Majesté le Roi de Pologne*, par le présent Memoire, de vouloir bien gracieusement contribuer à ce que les Dissidents, tant nobles que de moindre condition, soient écoutés & rétablis, conformément aux loix & aux Constitutions générales & fondamentales de la République, dans l'entière possession de

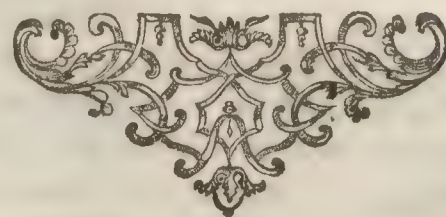


de tous les droits, libertés & prérogatives, dont ils ont joui notoirement par le passé, & nommément de ceux qui concernent, en quelque façon que ce soit, le libre exercice de leur Religion; droits qui leur appartiennent incontestablement en qualité d'Indigènes & de Citoyens libres, fideles & irréprochables de la Republique, & qui par surabondance leur ont été confirmés reiterativement par plusieurs Loix & Constitutions des plus authentiques.

Persuadés que *Sa Majesté le Roi de Pologne*, dont les qualités éminentes viennent de remporter un prix si glorieux, par le choix unanime & sans exemple que la Nation vient de faire en sa personne sacrée, voudra bien employer toute son autorité pour que ces représentations aient bientôt l'effet désiré, & que par là les Traités qui subsistent entre les deux Etats soient religieusement observés; les Soussignés attendront, pleins de confiance, le succès de la commission dont ils ont été chargés, qui ne pourra pas manquer de resserrer les liens de l'amitié & de la bonne harmonie, qui subsistent si heureusement & depuis si longtems entre les deux Etats. Fait à Varsovie le 14. Septembre 1764.

Hermann Charles Comte Keyserling.

Nicolas Prince Repnin.



D 2

B.



B.

DECLARATION

de la part de *Sa Majesté Impériale* de toutes les Russies, faite par Son Ambassadeur Extraordinaire & Plénipotentiaire le Prince de Repnin, à la Republique de Pologne confederée, à la Diete de 1766.

La Communauté de Religion & la gloire de contribuer au bonheur de l'humanité, ne sont pas les seules raisons qui determinent l'intercession, que *Sa Majesté Impériale* reitere aujourd'hui de la maniere la plus pressante, en faveur des sujets Grecs & Dissidents de ce Royaume, pour faire cesser l'oppression dans la quelle ils gémissent, & les rétablir dans leur Condition de Citoyens égaux & de membres de l'Etat. Le Soussigné pour les exposer toutes dans leur ordre, représentera d'abord comme un fait dont le dépôt des loix de la Nation Polonoise fait foi, que les Grecs & Dissidents ont toujours été traités & considérés dans la qualité qu'ils reclament aujourd'hui, dans les tems les plus heureux de la Republique, & qu'ils ont joui tranquillement & sans restriction, de tous les avantages qui y sont attachés. Elle leur a été confirmée par tout ce qui fait le lien des nations, par des Conventions sacrées qui établissent un droit public entre eux & leurs Concitoyens, & dont ils pourront dans tous les tems pretendre l'exécution, comme n'ayant pu être enfreintes ou annulées par des Constitutions civiles d'une partie de l'Etat.

Ce seroit fermer les yeux à l'evidence que de ne pas admettre comme un Principe, que le refus constant d'enten-

dre



dre à leurs représentations & de leur faire justice sur leurs griefs, produiroit l'effet necessaire de les degager des obligations d'une Association, aux avantages de laquelle ils ne participeroient plus, & que, rendus pleinement à la condition de communauté d'hommes libres, ils seroient autorisés sans qu'aucune loi, ni divine ni humaine, condannât une telle démarche de leur part, à se choisir parmi leurs voisins des juges entre eux & leurs égaux, & à s'aider de leur Alliance, s'ils ne pouvoient autrement se soustraire à la persecution.

Les circonstances des tems anterieurs avoient fait craindre cet Etat desesperé des choses, si pernicieux pour la Republique, & on y a heureusement pourvû par la Sanction que les Traités avec les Puissances etrangeres ont donné à ces conventions nationales & interieures de la Pologne; des lors le maintien de l'Etat de la Republique & de sa tranquillité n'est plus resté l'objet de l'attention seule de ses Citoyens, mais est devenu une obligation pour ses voisins, qui en contractant avec Elle, n'ont pas moins contracté avec tous ses membres.

C'est ainsi que la Russie en vertu du Traité de 1686. & les autres Puissances qui concourent aujourd'hui au même bût qu'elle, en consequence du Traité d'Oliva, sont engagées à veiller à la sûreté de chaque partie de l'Etat, à prevenir toute desunion entre elles, en leur procurant une exacte Justice, ou plutôt en leur garantissant à toutes en général & en particulier, tout ce qui fait leur droit respectif & commun.

On trouvera donc déjà dans un motif aussi puissant que l'exécution des engagements d'un traité, la regle de la conduite que *l'Impératrice* a à tenir pour procurer le retablissement des sujets Grecs & Dissidents dans tous leurs droits, & leur en assurer la conservation; qu'on y ajoute les motifs encore plus forts, qui naissent de la position propre de l'Empire

D 3

de



de Russie vis-à-vis de la République, & on sentira que l'Impératrice ne peut mettre de bornes à la Protection qu'Elle leur accorde, sans compromettre Sa propre gloire, la dignité de Sa Couronne, & la confiance de Ses amis.

Ce n'est point pour donner lieu à de nouveaux remerciements, de la part de la République, qu'on va mettre de nouveau sous ses yeux, ce que *Sa Majesté Impériale* a fait pour elle, c'est pour rendre plus sensible la cause qui la fait agir, & faire mieux connoître l'importance dont il est de lui donner une pleine satisfaction sur l'objet, auquel elle s'intéresse, en montrant l'impossibilité absolue où la République elle-même la mise de s'en desister.

Par un mouvement de l'amitié la plus sincère & pour remplir les devoirs d'un bon voisinage, l'Impératrice a pris & continuera à prendre part au bien-être de la République; elle a senti toute la satisfaction que pouvoit lui causer, l'invitation de la part de toute la nation Polonoise confédérée, à l'aider à rétablir la tranquillité dans son intérieur, à assurer sa liberté & à procurer l'élection libre d'un Roi Piaste. On a vu la générosité & l'affection avec laquelle *Sa Majesté Impériale* a déferé à cette réclamation de son secours. Elle s'est intéressée vivement aux affaires de sa voisine pour assurer le bonheur de tous ses Citoyens. L'élection libre d'un Roi de la nation, un & le principal des objets pour lesquels on avoit réclamé l'assistance de l'Impératrice, s'est faite avec une tranquillité & une unanimité, dont la République se rappellera à peine un exemple. Quoique *Sa Majesté Impériale* ait si parfaitement réussi dans ce point, Elle croiroit son ouvrage imparfait, s'il restoit quelque partie des Citoyens qui ne jouit pas pleinement des heureux effets de son amitié. Il lui paroitra toujours qu'Elle n'aura atteint qu'imparfaitement le but qu'elle s'est proposé & qu'on Lui a proposé, aussi longtems qu'il y aura cette desunion intérieure par rapport aux Dissidents; c'est pour-



pourquoi *Sa Majesté* croit qu'il est de Sa gloire de justifier jusqu'à la fin la confiance que la République entière a mise en son affection, en ne discontinuant pas l'heureux emploi de Ses secours, jusqu'à la décision d'un point aussi essentiel au bonheur d'une partie des Citoyens.

Sa Majesté Impériale renouvelle donc ses instances, pour qu'à cette Diète on tarisse cette dernière source de desunion, & qu'on achève de rendre à la République toute sa tranquillité.

En recommandant cette affaire & en priant le Roi & sa nation de la traiter avec tous les égards & toute l'attention qu'elle mérite par son importance pour le bien général, *Sa Majesté Impériale* la considère sous deux Points de vue, savoir quant au spirituel & au temporel.

Sans avoir par rapport au premier, entièrement anéanti les droits des Grecs & Dissidents, les abus s'y sont tellement multipliés & portés à un point, que la liberté de Religion est presque réduite à rien ou du moins à très peu de chose. Le sousigné demande au nom de L'Impératrice sa Souveraine que ces abus soient entièrement redressés & qu'il soit tellement statué, qu'il n'y ait pas à craindre que les mêmes ou de nouveaux puissent s'introduire à l'avenir. Ce ne peut être qu'en arrêtant à la Diète présente :

1. Que les Eglises qui appartiennent de droit aux Dissidents & qui leur sont otées illégalement, leur soient rendues; qu'ils ne soient pas empêchés de rebâtir ou réparer celles que le tems ou les incendies ont endommagées. Qu'ils ne soient jamais troublés dans l'Administration des Batêmes, des Mariages, des Enterremens, de la Parole de Dieu au milieu des Eglises aussi bien qu'auprès des malades; Qu'ils y soient accompagnés de tout ce que la decence & le respect dû aux choses saintes, porte avec soi, tel que l'usage des Cloches & celui d'un habit convenable à l'Etat des Ecclesi-



astiques Grècs & autres Dissidents ; Qu'il leur soit permis d'avoir des Cimetieres : En un mot de faire sans aucun Empêchement tout ce qui regarde les Sacremens & les Prières commandées dans chaque religion, ce qui comprend la liberté entière du service divin.

2. Que pour déterminer d'une façon stable & générale la liberté de religion dans tout ce Royaume, il soit Statué par la Diete présente, que dans toutes les Villes, Bourgs & Villages, où il ne se trouve, ni Eglise, ni Chapelle Grecque & autre Dissidente, on permette à ceux de ces Religions qui voudront s'y établir, d'y avoir des Eglises, des Cimetieres & des Pretres & Pasteurs. Que ces Pretres & Pasteurs ne soient nullement empêchés par la Jurisdiction ecclesiastique de remplir leurs devoirs & d'administrer les Sacramens aux gens de leur Religion.

3. La liberté de Religion étant de droit naturel & le point qui interesse le plus un Citoyen, il est du devoir de tout Gouvernement bien policé, que tous les sujets en jouissent & ne dependent en rien d'une autre Religion. D'après ce principe, on ne peut regarder que comme un abus, l'espece d'impôt, auquel les Dissidents sont assujettis vis-à-vis des Curés Catholiques pour les Enterrements, Mariages & Bâtemes, & dont la variation dans les différentes Provinces annonce même le défaut de titre. De tels abus vicieux dans leurs principes, ne peuvent être validés par aucune Constitution particuliere, ou ceux qui y sont interessés n'auront pas eû la liberté du suffrage. Il paroît donc de toute justice de reformer ces abus, &, s'il est consenti par tous les ordres, de conserver des distinctions à la Religion dominante dans un Etat libre, il faut déterminer une fois pour toutes une retribution modérée, qui soit plutôt censée d'honneur qu'un impôt.



4. Le Seminaire Grec à Mohilow ne fera point inquiété en aucune façon, & pourra toujours vaquer tranquillement à l'Education de la Jeunesse Grecque, sans que qui que ce soit puisse y apporter obstacle.

5. L'Evêque & l'évêché de la Russie Blanche avec toutes ses Appartenances, seront conservés à toute éternité à la Religion Grecque, ainsi que toutes les Eglises tant Grecques qu'autres dissidentes à leur Communion actuelle.

6. Qu'aucun Pretre Grec ou Pasteur, ni aucun Dissident ne soit obligé de comparoître sous quelque pretexte que ce soit dans les tribunaux Ecclesiastiques, & qu'ils ne ressortissent uniquement que des Juridictions seculieres.

7. Qu'il ne soit pas permis d'empêcher les mariages entre deux Personnes de Religion differente, & que les Enfans des deux sexes suivent la religion de leurs Parens respectifs.

En un mot, que les Grecs & Dissidents jouissent en Pologne, quant à l'exercice de leur religion, de cette Paix & de cette douce Protection, que l'équité & la raison doivent procurer à tout Citoyen, & que sa qualité seule lui assure de droit.

Le Retablissement des Grecs & Dissidents, par rapport au temporel, n'est pas moins juste & ne tient pas moins au Coeur de *Sa Majesté Impériale*, comme d'une Voisine interessée par l'amitié, & obligée par les engagements de Sa Couronne à travailler au bonheur de la Pologne, & à y entretenir le bon ordre qui en est la source.

L'égalité entre la noblesse est le fondement de la liberté Polonoise & l'appui le plus sûr de ses Constitutions. Toutes celles qui ont tendu, de tems à autres, à depouiller la noblesse Grecque & Dissidente de ses droits & prerogatives, sont le triste ouvrage des troubles & de la division, où une Partie de l'Etat courant à sa ruine, croyoit gagner beaucoup en s'élevant aux depens de ses Concitoyens, & pour un



avantage particulier & momentané, detruisoit les vrais & uniques liens qui unissent la nation. Dans un tems de paix & de réunion, où tout conspire au retablissement d'un bonheur permanent & inalterable, où les loix retrouvent dans le zèle & le concert unanime des vrais patriotes, leur activité, & promettent de rendre la Republique aussi florissante qu'elle l'a fait jamais été, tous les ordres de l'Etat doivent sentir, qu'ils ne seront parfaitement heureux qu'autant qu'ils seront parfaitement unis, & que ce seroit sacrifier la grandeur de leur Patrie à un intérêt particulier malentendu, que de se maintenir dans une Possession exclusive des charges & des dignités, au mépris de l'Etat primitif de la Republique, où toute Religion participoit également au gouvernement. C'est sur cet objet de droit public de la Pologne, qui a tant souffert, & même été presque anéanti par des Constitutions civiles d'une Partie de l'Etat, dans des tems de troubles & de divisions, que *l'Impératrice* de toutes les Russies demande, qu'il soit traité & convenu par la voye de la negotiation avec une Partie des sujets de la Republique, qui ne diff rent des autres que parcequ'ils suivent une autre Religion que la dominante, afin de déterminer la part, qui peut leur comp ter dans l'Administration de l'Etat & dans les Avantages de la Couronne. Et ce n'est aussi qu'après une parfaite réunion sur un tel fondement, que *Sa Majesté* croira Sa tâche remplie & avoir entièrement satisfait au but de la réclamation de toute la Republique. Les secours qu'Elle a donnés à la nation entière pour son bien général, Elle les doit & ne peut les refuser à une partie de la nation aussi considérable, que la Communauté de Grecs & Dissidents. Le Cœur de *l'Impératrice* souffriroit, si Elle n'avoit procuré qu'une tranquillité apparente à la Republique; si elle ne l'avoit garantie de la violence, dont ses loix, sa liberté & ses Constitutions ont été mena-



menacées, que pour laisser une Partie de la nation abandonnée à la P secution de l'autre; si Elle n'avoit aidé à rendre de l'Activité à certaines loix; que pour appesantir & éterniser le joug des abus; si dans le tems qu'une Partie de la nation s'applaudit de Ses secours & en recueille le fruit, il en restoit une, une considérable, qui n'a pas e  moins de droits aux soins de *Sa Majesté*, qui ne les a pas moins demandés, & qui n'a pas moins contribué à les rendre efficaces, qui g m t dans l'infortune.

La Religion, les devoirs de l'amitié & du bon voisinage, les engagements des traités, l'honneur attaché à la perfection de son ouvrage en remplissant les espérances de toute la nation, constituent donc *Sa Majesté Impériale*, dans une nécessité absolue de continuer Ses instances, pour procurer le retablissement des Grecs & Dissidents dans les droits, que leur qualité de membres d'un état libre leur donnent, tant pour les choses spirituelles que temporelles. *L'Impératrice* est persuadée que les bons offices d'une Amie & d'une Voisine, suffiront pour generaliser les dispositions où pourroit être à cet égard, la partie la plus sensée & la plus patriotique de la nation. Ceux qui s'y opposeroient ne devant être regardés, que comme les ennemis de leur Patrie, *Sa Majesté* ne se detourneroit point d'un but aussi utile qu'est la tranquillité générale, pour des considérations particulières. Elle se fera un devoir d'employer pour la procurer, tous les moyens possibles & Elle ne croira jamais en avoir fait un plus louable usage.

C'est ce que le Soussigné a ordre de declarer à *Sa Majesté* le Roi & à la Republique de Pologne, au nom de *l'Impératrice* sa Souveraine, en s'assurant d'obtenir des demandes aussi justes, d'un Gouvernement, dont la liberté même doit naturellement agréer tout ce qui favorise l'humanité & tout ce que l'égalité, qui fait son essence, porte avec soi.

E 2

C.



C.

CONFIRMATION
de l'Union entre les nations de Pologne &
de Lithuanie, achevée à la diète Générale
de Lublin. 1569.

Sigismond Auguste par la Grace de Dieu, Roi de Pologne, Grand-Duc de Lithuanie &c.

Nous déclarons à tous en général & à chacun en particulier, que pour satisfaire aux demandes & desirs de tous les Etats de la Couronne, aux besoins de la Republique, comme aussi bien à Nos devoirs en qualité de Roi, c'est à dire, pour établir sur un pié solide & inviolable l'Union du Grand-Duché de Lithuanie avec la Couronne de Pologne, commencée par Notre Bisaïeul & tous les autres Etats de ces Pays, confirmée & affermie depuis par Nos Prédecesseurs & par les mêmes Etats; Nous avons pour cette même raison destiné la diète presente générale à y faire le commencement des affaires, qui ont pour but la Confirmation de la dite Union. Ce qui se fait du consentement de tous les Etats tant de la Couronne que du Grand-Duché de Lithuanie, qui viennent d'établir & achever cette affaire entre eux, & nous de même avec eux, autant que c'est de Notre devoir & autorité Royale, selon les Privilèges, declarations & ordonnances de Nos Prédecesseurs, aussi bien que d'Eux mêmes, comme aussi selon ceux, qui sont donnés auparavant par Nous mêmes, où il y en avoit besoin; de ces Etats, qui viennent aussi de garantir & confirmer tout cela dans une grande affluence de gens de toutes conditions & de différentes Nations par des sermens solennels, chacun des Senateurs & des autres



tres Etats, ou en personne ou par Plenipotentiaires, pour eux mêmes & pour leurs descendans. Ainsi Nous, sous l'autorité & en vertu de la diète presente, confirmons & garantissons pour toujours toute cette affaire de l'Union, outre les autres lettres de confirmation autrefois publiées par Nous. Ce qui se trouve déjà plus en détail dans les declarations & privilèges, données par Nous autrefois & ensuite ici, comme dans celles qui sont écrites, faites & confirmées par serment entre eux-mêmes, que Nous ici *pro insertis habere volumus* & que pour cette raison Nous avons ordonné par la déclaration presente, d'être enregistrés dans les Actes de chaque Chancellerie en toute leur étendue, & Nos Chancelliers sont obligés de donner à chacun dans son Palatinat, des extraits authentiques, scellés de Notre Sceau, en déclarant & demandant, que la même foi leur soit prêtée, comme si les originaux mêmes leurs étoient présentés.



E 3

D.



D.

EXTRAIT

de la Confédération de l'année 1586.

Premierement en suivant les exemples de nos illustres Ancêtres & les anciennes declarations & jugemens d'Interregne, faits en ces & autres cas, nous laissons en son entier le jugement d'Interregne, prononcé à la nouvelle vil'e de Korczyn par nos Ancêtres l'année 1438. & renouvelé & confirmé per nous à Cracovie, après la mort du Roi Sigismond Auguste de g. m. l'année 1572. Samedi après la Fête des S. S. Apôtres; *excepté l'Article*, déjà cassé par la dernière Confédération entre les *dissidentes de Religione*, confirmée par nos Rois & Maitres, Henri & Etienne. Cette Confédération entre les dits dissidents, comme elle commande la paix & l'amour mutuël, nous la laissons *in robore suo juxta suam continentiam in toto*.



E.



E.

DIPLOME ROYAL

pour les Dissidents.

De l'expedition de la grande Chancellerie.

Nous Auguste II. Par la Grace de Dieu Roi de Pologne & Grand Duc de Lithuanie &c. &c. savoir faisons par ces présentes lettres à tous & à chacun à qui il appartient; que le Noble Benjamin Arnold, Notre Conseiller Aulique, comparoissant en personne dans l'Expedition de la Chancellerie de notre Royaume, a présenté ce Diplôme signé de Notre Main & muni du grand Sceau du Royaume, en bon état & sans aucune marque de soupçon, pour être enregistré & inscrit dans les presens Actes: contenant ce qui suit:

Nous Auguste II. Par la Grace de Dieu, Roi de Pologne & Grand Duc de Lithuanie; Savoir faisons par ces presentes Lettres à tous & à chacun à qui il appartient: Quoique Nous jugions que pour le maintien de la Paix avec les Dissidents dans la Religion Chretienne, il ne reste rien de plus à desirer dans le Royaume & le Grand Duché de Lithuanie que les anciennes & modernes Confédérations & *Pacla Conventa*, voulant cependant Nous prêter gracieusement à leurs vœux & à leurs desirs, quant à la Religion des Dissidents, afin qu'ils ne pensent point, que la Communion de la Noblesse, leur Egalité & leur paix aient été lésés par les Articles inserés dans le nouveau Traité, Nous declérons que ces articles inserés dans le Traité ne doivent déroger en aucune manière aux Confédérations des années 1573. 1632. 1648. 1669. 1674. 1697. & à Nos *Pacla Conventa*, en tant qu'elles sont utiles aux Dissidents dans la Religion. Nous conservons les dits Dissidents en fait de Religion



ligion dans leurs libertés énoncées dans toutes ces Confédérations selon leur teneur (la quelle doit être tenuë pour inserée & exprimée ici) & Nous voulons qu'ils soient conservés par tous les Etats, Officiers & Tribunaux. En foi de quoi Nous avons ordonné de munir ces presentes signées de Notre main du Sceau du Royaume. Donné à Varsovie le 3. Fevrier, l'an 1717. & le 20. de notre Regne.

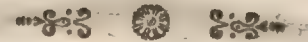
AUGUSTUS REX.

(L. S.) *Mattheus Iliak.*

*Porte glaive de Brac : & Secre-
taire de Sa Majesté Royale,
du Grand Sceau du Royaume.*



F.



ARTICLE II. de la Paix d'Oliva.

§. 1.

Il y aura un oubli & une amnistie perpetuelle de toutes les hostilités, qui ont été commises jusqu'ici en quelque endroit & de quelque manière que ce soit, par l'une ou l'autre partie contractante : de façon qu'aucune d'elles n'exercera à l'avenir ni pour cela ni pour aucune autre raison ou pretexte, soit par lui même, soit par les siens, sous l'apparence de droit, ou par des voyes de fait, des hostilités ou des inimitiés à l'égard de l'autre.

§. 2. Toutes personnes de quelque état, condition ou Religion qu'elles soient ; de même que toutes les communautés qui ont suivi l'un ou l'autre parti, ou se sont trouvées au pouvoir de l'ennemi, jouiront de cette amnistie, & cette guerre ne causera du préjudice ou dommage à personne, dans ses droits, privilèges & coutumes générales & particulières, tant dans les affaires Ecclesiastiques que civiles & séculières, des quels il a joui avant cette guerre ; mais chacun en jouira selon les loix du Royaume, & on n'intentera point de procès ni aux communautés, ni aux particuliers, à cause de leur attachement à l'ennemi : de façon qu'il ne sera permis à personne de causer le moindre chagrin à qui que ce soit, à cause de son attachement à l'ennemi, ou de lui en faire des reproches.

§. 3. Les villes de la Prusse Royale qui ont été possédées dans cette guerre par Sa Majesté le Roi & le Royaume de Suède, conserveront pareillement tous leurs droits, libertés & privilèges dont elles ont joui, tant dans les

F

affai-



affaires ecclésiastiques que séculières avant cette guerre, (y compris le libre exercice de la Religion Catholique & Evangelique, tel qu'il s'est trouvé dans ces villes avant la guerre.) Et Sa Majesté le Roi de Pologne, traitera, favorisera & protégera avec la même clemence & grace qu'Elle l'a fait par le passé, leurs territoire, magistrats, communautés, bourgeois, habitans & sujets. On leur accordera aussi la liberté de reparer & de rebâtir les batimens publics & particuliers qui ont été détruits par les malheurs de la guerre; & elles ne seront aucunement responsables de ceux qui ont été détruits par la nécessité de se défendre. De même personne ne sera molesté ni inquiété pour ce qui a été payé comme tribut (contribution) à la milice Suedoise par les sujets des deux Iles (Werder) ni pour les dixmes & autres redevances que les dits habitans insulaires n'ont pu acquiter pendant la guerre.



DECLARATION

des Envoyés de Sa Majesté le Roi & du Royaume de Suède, concernant la Paix & la liberté de tous ceux qui se sont séparés de la Religion Catholique Romaine en Pologne, au sujet de l'Amnistie.

Tirée des actes publics de Londorp, Tom : IX. p. 692.

Nous les Envoyés & les Commissaires de Sa Majesté le Roi & du Royaume de Suède, chargés de la Pacification dans la Prusse.

Faisons savoir qu'encore que les Diffidens dans le Royaume de Pologne & le Grand-Duché de Lithuanie, ne soient pas expressement nommés dans l'Art. 2. du Traité de Paix, le quel concerne l'amnistie, la dite Amnistie tant générale que particulière les regarde néanmoins pareillement & ils doivent en jouir en son entier: d'autant que les Envoyés Suedois n'ont jamais eu l'intention de confirmer par ce Traité, les loix anciennes & hors d'usage établies contre les prétendus hérétiques, quelles qu'elles puissent être, ou celles qui ont été faites nouvellement, pendant la durée de cette guerre (pendant la quelle on doit & on peut présumer justement qu'aucune nouveauté ne devoit s'introduire). Mais qu'ils n'ont eu autre chose en vuë, que de rétablir, au moyen de cette pacification, tout au même état où il s'est trouvé avant cette guerre, & d'effectuer que personne ne puisse être maltraité ou inquiété, sous quelque pretexte que ce soit, pour avoir suivi le parti de S. M. le Roi de Suède. C'est pourquoi



quoi Nous déclarons & certifions que les paroles du § 2. de l'article susmentionné : *selon les loix du Royaume*, n'ont admis par le passé ni n'admettent actuellement aucune autre interprétation de notre côté, si non que chacun sans exception & de quelque état, condition ou religion qu'il puisse être, doit jouir des droits, privileges & coutumes tant dans les affaires Ecclesiastiques que séculières, selon les loix du Royaume, de la même manière que cela s'est fait avant cette guerre. En foi de quoi Nous avons signé le present certificat de nos propres mains & y avons fait apposer le grand Sceau de la Légation. Samedi le 21 May 1660.

Magnus Gabriel de la Gardie,

Benedictus Oxenstierna.

Christoph Carolus Schlippenbach à Guldensklau.

(L. S.)

Gothofredus von Schröer Secrétaire
d'Ambassade

Insertion dans le Traité.

C'est pourquoi Nous Jean Casimir, Roi de Pologne & Grand Duc de Lithuanie &c. &c. promettons & prenons sur nous en notre nom & en celui de nos Successeurs, de notre posterité & de la République de Pologne, d'approuver & de ratifier de bonne & Royale foi, tous les points qui ont été inserés & compris dans les Engagemens écrits ci-dessus, comme Nous les approuvons & ratifions par ceci (de façon néanmoins que l'Art. 2. du Traité de Paix soit entendu selon la déclaration contenue dans l'Article séparé) & de ne point permettre qu'ils soient enfreints en quelque manière que ce soit par aucun de nos Vassaux, officiers & sujets, ou de ceux du Royaume de Pologne & du Grand Duché de Lithuanie,



nie; & puisque par rapport à la garantie des Princes & Etats étrangers, les Parties Contractantes se sont réservé la liberté d'inviter d'autres Princes & Puissances à cette garantie & de les nommer dans le tems de la ratification, Nous avons invité par Nos Ministres en notre nom & en celui de la République, quelques Princes & Etats à la prestation de cette garantie & avons donné à Notre Envoyé Plenipotentiaire, le Pleinpouvoir de les nommer, lorsque la dite ratification se fera devant les parties contractantes. En foi de quoi Nous avons signé les presentes de Notre main & y avons fait apposer le Sceau de Notre Royaume. Donné à Varsovie dans la Convocation solennelle le 26. Juin 1660.

IOANNES CASIMIRUS REX.

(S. L.)

Insertion dans le Traité

C'est pourquoi nous, les Senateurs & Commissionnaires de la Noblesse, envoyés par le Serenissime Roi & la République de Pologne, promettons & prenons sur nous, en vertu du pleinpouvoir qui nous a été donné par la République, d'approuver & de ratifier en son nom, tous les points qui ont été compris dans le Traité écrit ci-dessus, selon la Constitution Royale de 1659. comme nous les approuvons & les ratifions par les presentes (de façon néanmoins que l'Art. 2. du Traité de Paix soit entendu selon la déclaration contenue dans l'Article séparé) & de ne pas permettre qu'ils soient enfreints en quelque manière que ce soit par aucun vassal, officier, ou sujet de la République. Nous nous engageons & promettons de plus, de faire à la diète prochaine inserer les actes de la ratification de cette Paix, tant de la part de Sa Majesté que de la notre, dans les Constitutions générales du Royaume & les recueils de nos Loix. Et puisque les

F 3

Par-



Parties Contractantes se sont réservé par rapport à la garantie des Princes & Etats étrangers, la liberté d'y inviter pareillement d'autres Princes & Puissances & de les nommer dans le tems de la ratification, nous acceptons les Princes & Etats qui ont été invités par Sa Majesté le Roi à la prestation de la Garantie, & qui seront nommés comme Princes & Etats garans, lors de l'échange des ratifications devant les Parties contractantes, tout comme s'ils avoient été nommés ici expressement. En foi de quoi, cette présente approbation a été confirmée & autorisée par nos propres Signatures & cachets, au nom du Senat, du Haut Primat du Royaume & au nom des députés de la Noblesse, de l'Illustre Sous-Chambellan de Pomeranie en qualité de Maréchal de la dernière diète, & aura la même force & valeur que si les cachets de chaque député y avoient été apposés. Donné à Varsovie dans la Convocation solennelle le 26 Juin 1660.

* Ici se trouvent les noms & les cachets des Deputés.



H.



H.

TRAITÉ

de paix perpetuelle entre l'Empire de toutes les Russies & la Couronne de Pologne, conclu à Moscou le 6. Mai 1686.

ARTICLE IX.

Il a été pareillement convenu & arrêté, que Sa Majesté le Roi ne permettra pas qu'on opprime en aucune manière & qu'on contraigne à la communion Romaine & à l'union, les Eglises & les (a) Evechés de Luck, de Galicz, de Przemyśl, de Leopold, de la Russie blanche & les Monastères qui en dependent, savoir les Archimandries de Vilna, de Minsk, de Polock, d'Orsza & autres, les abbayes & communautés où s'est trouvée établie & l'est encore à présent la Religion Orthodoxe Grecque-Russienne, ni tous ceux qui habitent la dans la République de Pologne & dans le Grand-Duché de Lithuanie, les quels restent dans cette religion, & cette stipulation ne sera point enfreinte, mais plutôt maintenue par Sa dite Majesté le Roi suivant les anciens droits, dans toutes les franchises & libertés Ecclesiastiques, & comme par la cession actuelle de la ville de Kiow à Leurs Majestés Tzariennes, il appartiendra aux susdits Eveques qui sont dans le Royaume de Pologne & le Grand-Duché de Lithuanie, selon l'usage & leur Hierarchie Ecclesiastique, d'être ordonnés & sacrés par le Metropolit de Kiow; Cela ne leur fera point de tort à aucun d'eux, pour les bonnes graces de Sa Majesté le Roi. En reciprocité, il ne sera fait de la part de

(a) Ces cinq evechés se trouvent réduits aujourd'hui au seul eveché de La Russie Blanche & cependant il étoit stipulé qu'on ne contraindrait point à l'union.

de Leurs Majestés Tzariennes, aucune violence dans la foi, ou de contrainte pour embrasser une autre religion, à ceux de la religion Romaine qui sont dans leurs Etats, surtout dans les contrées présentement cédées, mais au contraire ils auront toute liberté en suivant cette religion; Il ne leur sera fait pour cette cause, aucun empêchement ni tort dans la possession de leurs biens, & ils ne souffriront point de pertes dans les bonnes grâces de Leurs Majestés Tzariennes & ils auront le libre exercice de leur religion dans leurs maisons. &c.



Jusqu'à présent il n'a paru contre les droits des Dissidents que la Piece suivante. Les remarques dont elle est accompagnée serviront à la reduire à sa juste valeur.

MEMOIRE.

Les Dissidents demandent qu'on les tolere dans l'Etat & qu'on les admette à toutes les Prerogatives dont jouit la Religion dominante. Cette demande a plusieurs parties qu'il est important de bien distinguer.

Ils pretendent qu'on les tolere dans l'Etat; c'est-à-dire: qu'on leur permette le libre & sûr exercice du culte, auquel ils sont attachés, que la difference de doctrine ne les expose point à la persecution, mais qu'ils jouissent de la Protection des loix & des avantages communs du Citoyen.

Considerée en elle même, cette pretention n'a rien d'illegitime: La nature qui donne à tous les hommes un droit égal aux mêmes choses, ne peut qu'approuver tout ce qui tend à établir entre eux cette égalité: Les institutions Politiques

REMARQUES.

Ce seroit se meprendre sur l'Etat de la Republique & sur celui des Dissidents, que de supposer qu'ils demandent à être tolérés en Pologne. Ils sont hommes & Citoyens, aucun crime ne leur a fait perdre des qualités aussi essentielles. La force qui les a depouillés & qui continue à les tenir dans l'oppression, est le seul titre qu'on produise contre eux. Est-il suffisant pour anéantir des droits qu'ils tiennent de la nature, que les loix fondamentales de l'Etat leur ont assurés & qu'ils ont scellés de leur sang dans toutes les occasions, où il s'est agi du salut de la Patrie? L'esprit le plus vif, l'imagination la plus brillante ne réussiront jamais à le persuader. C'est cependant ce qui a été tenté dans le memoire auquel on répond. On y montre d'abord beaucoup d'honnêteté, en ne trouvant rien d'illegitime dans la pretention des Dissidents, on la conserve même toute entière, en paroissant la réduire par ce mot de tolerance; parceque dès qu'on veut bien entendre qu'ils demandent les *avantages communs du Citoyen*, tout est compris dans cette demande: la liberté de religion aussi bien que tous les droits temporels en derivent.

G

qui

qui ont pris la place de celles de la nature, loin de s'opposer à la tolérance, la recommandent comme essentielle à la prospérité des Etats.

Cependant toutes ces raisons ne doivent pas faire oublier, que la Religion dominante doit avoir un Caractère de dignité qui la distingue des autres, & annonce qu'elle est celle de l'Etat & du Souverain, par conséquent il faut donner des bornes à l'orgueil des tolérés, & les obliger à ne point rivaliser avec leurs maîtres en cherchant à égaler la pompe Sacrée de leur Culte : toute secte tolérée doit avoir la liberté de s'occuper des Actes & des Ceremonies essentielles de sa Religion, avec la decence due à l'objet, mais non avec cette ostentation orgueilleuse qu'elle affecte bien plus pour braver que pour obeir au zèle d'une Conscience droite & d'une pieté sincere ; Voilà ce qui me paroît constituer la vraie tolérance, ses fondemens & ses bornes.

Il ne faut pourtant pas conclure de tout ce qui vient

Si la nature fonde ces droits & ne les rend point dependants de tel ou tel culte ; si les institutions politiques en général peuvent favoriser cette independance ; la Constitution propre de la Republique a reconnu les Dissidents dans leur Religion, la même qu'ils professent depuis sans aucune alteration, elle a donné à des droits qui leur étoient déjà communs, toute l'authenticité dont ils étoient susceptibles, & en a formé un droit public national, par un Contrat entre membres égaux d'un état libre. C'est ce qu'on va tâcher de rappeler à la memoire d'un auteur qui feint quelquefois d'ignorer l'histoire de son pays, qui se croit trop sûr de ses raisonnemens pour se donner la peine de les appuyer de la verité des faits, qui paroît s'être décidé une fois pour toutes, à preferer le stile au merite d'être conséquent. Sans chercher à l'imiter, nous le suivrons pas à pas autant qu'il sera possible & c'est le seul ordre que nous nous prescrivons.

Si on doit appeller Religion dominante celle qui est suivie par le plus grand nombre, la Catholique sera considerée comme telle en Pologne. Si le Souverain reside dans la personne du Roi & dans le Senat, elle est aussi la Religion du Souverain. Mais la domination & la Souveraineté ne residant que dans l'assemblée générale de la noblesse, & étant tellement dependante de l'unanimité qu'un seul gentilhomme empêche quelquefois cette Souveraineté, cette domination de faire aucun exercice, d'être

d'être dit, que les dissidents ont un droit rigoureux à la tolérance en Pologne, & qu'ils peuvent la demander comme une chose due, & qu'on ne fauroit leur refuser sans injustice ; les motifs de tolérance que nous avons avancés, sont tirés de l'intérêt particulier de chaque état, & ne peuvent servir que de persuasive à la nation Polonoise pour écouter favorablement la demande des dissidents ; les raisons de convenance d'une part n'établissent pas un droit rigoureux de l'autre.

Tel est le vrai point de vue sous lequel on doit envisager la premiere partie de la demande des dissidents, il faut maintenant passer à la seconde.

Elle offre à résoudre, si les dissidents doivent jouir de toutes les Prerogatives, dont la Religion dominante est en possession.

Les dissidents ne croient pas solliciter des grâces, mais ils reclament des droits fondés sur l'autorité des Constitutions de

l'état de la Religion Catholique & la denomination qui lui convient ne sont pas aussi clairs qu'on se l'imagine d'abord. Mais regardons pour un moment cette discussion comme frivole. Si la Religion Catholique est réellement la Religion du Souverain & la Religion dominante, ne peut-on lui donner d'autres Caractères qui fassent reconnoître sa superiorité, que des avantages purement temporels ? Ne peut-on l'élever qu'en depouillant pour lui plaire, des Citoyens, de tout ce qui les constitue tels ? Si une pareille façon de l'honorer est bien peu dans l'esprit de la Religion Chrétienne, elle est encore moins dans celui d'une institution politique qui a pris pour baze l'égalité entre les Citoyens.

L'orgueil est un vice dangereux : Il est d'une institution sage de lui opposer un rempart. L'infériorité l'exclut, l'égalité ne l'admet pas encore, la superiorité seule s'y livre & les exemples n'en sont malheureusement que trop frequents. Les Dissidents dans l'abaissement où ils sont n'en peuvent être soupçonnés, ils sont encore bien loin d'être égaux, ils ne feront jamais les maîtres, & ils ne le prétendent pas.

La rivalité renferme le sentiment de l'émulation, l'ame de toutes les Republiques ; les Dissidents s'en croient capables. Ils se croient le droit d'être les rivaux de leurs égaux, de leurs Concitoyens ; la Religion doit suivre la fortune de ceux qui la professent. Il suffit à ce sujet de se bien

l'Etat, la garantie des traités & leurs Possessions.

En supposant que les Constitutions peuvent obliger la diète, (question que nous examinerons cy-après,) il est en effet très vrai que la tolérance dans le Culte, la paix & l'harmonie avec les dissidents y sont ordonnés en plus d'un endroit, mais loin qu'ils puissent en produire qui établissent leur capacité aux Charges, il en est au contraire de formelles qui les en excluent. En 1424. sous Vladislas Jagellon, une loi fut faite qui portoit, que tout heretique, ou suspecté d'heresie, & quiconque aura été trouvé son fauteur ou propagateur, doit être traité comme coupable du crime de leze Majesté, tous ses biens meubles & immeubles seront confisqués au profit du trésor Royal, sa posterité masculine & féminine privée de succession & d'honneur, sans jamais pouvoir être admise à quelque charge ou dignité, mais elle sera ainsi que ses ayeux

convaincre, que les gentilshommes Polonois dont l'assemblée forme l'Etat, la Republique, la Souveraineté, sont associés par des liens d'une institution purement civile, temporelle, politique, & non par une autorité spirituelle, qu'ils sont unis par le coeur & non par la conscience.

Un Souverain qui parle à ses sujets, établit les fondemens de la tolérance, qu'il leur accorde, il y met les bornes qu'il lui plaît. Comme tout ce qui émane de sa volonté est grace, il se regle à cet égard sur sa propre convenance qui n'est que persuasive & n'établit point un droit rigoureux. On en demeure d'accord: mais osera-t-on avancer que les Dissidents soient dans cette hypotese.

Ce sont des Citoyens qui ont un droit égal au sol, ainsi qu'à la liberté publique; qui demandent à n'être pas retranchés du Corps d'une Republique, dont la sûreté, la prospérité, la gloire ne leur appartiennent pas moins en propre qu'à leurs Concitoyens: Ce sont des parties du Souverain qui s'adressent à d'autres parties & qui demandent le maintien des liens qui les unissent. Refuser de les entendre & de leur faire raison, c'est prononcer la dissolution de la société: c'est déclarer que chacun est rendu à sa liberté primitive, & le maître de pourvoir à son salut de la manière qui lui paroîtra la plus sûre. On ne prétendra pas sans doute que les avantages de l'association cessent & que les obligations subsistent dans leur entier.

repu-

reputée diffamée, & ne pourra jouir d'aucun Privilege de la Noblesse. Const. vol. 1. fol. 85. En 1439. sous Vladislas III. on declare la guerre à tous ceux, qui seroient fauteurs de l'heresie. Const. vol. 1. fol. 140.

Voilà des loix bien expresses & bien positives portées contre les dissidents avant même, qu'il y eut des dissidents en Pologne: cette dernière circonstance merite d'être remarquée puisqu'elle est essentielle à la légitimité de la loi: si celle-ci avoit été postérieure à l'introduction du Protestantisme en Pologne, on pourroit objecter, que l'on fait porter aux dissidents, qui auroient apostasié avant la loi, la peine d'un delit, contre lequel la loi n'avoit pas encore prononcé: mais c'est l'an 1424. c'est à dire 125. Ans avant l'Epoque où les Etudiens de Cracovie, mecontents du gouvernement, qui n'avoit pas à leur gré vengé assez rigoureusement la mort de quelques-uns des leurs, s'enfui-

Les Dissidents ne mesurèrent point leurs demandes sur les usurpations de l'Eglise Catholique, mais sur leur Possession & sur les droits les plus authentiques. En reduisant à la paix & à l'harmonie avec eux, les avantages que les constitutions ont statué en leur faveur & en faisant sonner si haut les proscriptions des Rois Vladislas de 1424. & 1439. c'est ouvrir le livre, ou le code de loix, à la page qui nous convient, & le refermer dès que ce que nous y lisons ne fait pas pour nous. A-t-on rayé de ce livre le Privilege que Sigismond Auguste leur a accordé; privilege qui a acquis la Sanction de loi d'Etat par la confirmation de la diète & par une execution d'un siecle & demi.

C'est de cette loi qu'il faut partir pour se faire une idée juste & précise de l'Etat des Dissidents. L'époque en est d'autant plus memorable pour la nation, que ce fut dans ce même tems que le Systeme de son gouvernement fut fixé de la manière qu'il subsiste aujourd'hui. De façon, que si la liberté de Religion en général est inherente à la qualité d'homme & de Citoyen, cette liberté particulièrement déterminée & assurée aux Dissidents, ainsi que leur capacité aux charges appartient à la fondation de la Republique. L'époque de sa liberté & celle des Dissidents est la même. Ce Royaume combiné avec la Lithuanie devenoit sous Sigismond Auguste, qui consumma la reunion des deux Etats, cette

G 3

rent

rent à Prague, se repandirent dans l'Allemagne, y adoptent les dogmes des Protestants, les rapportèrent ensuite, et en devinrent les Predicateurs dans leur Patrie.

Mais dira-t-on peut-être, le Legislateur par le mot heretique ne peut avoir eu en vuë les dissidents qui n'étoient pas encore. Je reponds; qu'en prononçant contre les disciples de l'université de Prague, dont en effet il est ici question, la loi a condamné les Lutheriens et les Calvinistes; dont la doctrine a été entée sur celle des Vicsés, des Jean Hus, et des Ieromes de Prague, qui les premiers ont donné à l'Europe le signal de la revolte contre le saint siege; D'ailleurs ce dernier point commun à tous les dissidents, est veritablement dans tous les Pays Catholiques ce qui constitue l'heresie au premier chef: la loi qui a condamné l'heresie, a donc incontestablement condamné tous ceux qui ont secoué le joug de la dependance de Rome; par

Republique libre & independante, qui regla la forme de son gouvernement, qui établit ses loix & se fit elle-même ce qu'elle a été depuis ce tems là. Dans ce moment tous les Citoyens de diverses Religions établis en pologne, réunis en diète, consacrerent dans le depôt des loix de leur Patrie, ce droit de la nature, cette liberté parfaite & cette égalité qui appartient à des hommes, & arretèrent d'un consentement unanime, que leur Religion ne causeroit aucune difference entre eux. Le bien de l'Etat mal-entendu avoit surpris des exceptions en faveur de la Communion Romaine, au préjudice des autres, mais la nation revenue à elle-même les abolit & fixa d'une maniere stable & perpetuelle l'égalité entre elles. Un événement aussi important a-t-il pu être oublié dans un memoire, ou on a accumulé les objections contre le retablissement des Dissidents? Comment, en rapportant ces premieres Proscriptions contre des sectes totalement étrangères à la religion des Dissidents, a-t-on oublié une loi qui a rétabli l'ordre de la nature & le droit des Citoyens? Deux Articles statuéés par des Rois Prédecesseurs de Sigismond, qui restreignoient à la Communion Romaine les honneurs & les dignités à conférer dans la Republique, y sont rappelés, corrigés, éclaircis selon l'esprit de la Constitution du gouvernement Polonois. Ce ne fut point une faveur d'un Roi, ce ne fut point une surprise faite à sa Religion, mais le vœu d'une nation libre, qui deman-

con-

consequent il est incontestable que puisqu'après l'abolition du Paganisme, le Catholicisme étoit la Religion primitive, nationale & dominante de l'Etat, les loix susmentionnées ne laissoient plus la liberté à tout Citoyen de l'abandonner impunément, & que tout apostat, devenant rebelle aux loix de l'Etat, encourroit volontairement la peine d'ignominie prononcée contre lui.

Ces premieres loix fondamentales portées, le Legislateur n'a point gardé le silence, il a sevi en plusieurs occasions contre les auteurs du Schisme; à la mort de Sigismond Auguste, les Etats confederés voyant, que le dogme de la reforme avoit fait un très grand nombre de proselites, malgré la rigueur des loix, effrayés d'ailleurs des guerres sanglantes que la persécution occasionnoit en Allemagne, statuerent qu'il ne sera permis à personne de rechercher qui que ce soit pour cause de religion, & pour assurer d'autant plus la tranquillité, on inféra

da unanimement le retablissement de l'égalité.

* On joindra ici un Extrait de ce privilege de Sigismond Auguste & les Confirmations qui en ont été faites, quoique ces pieces soient imprimées & doivent être nécessairement connues de l'auteur du memoire auquel on repond.

Il y verra la source des Privileges des Dissidents inserés dans le Code de la Constitution fondamentale de la Republique. Une nation libre & independante les statua en leur faveur. Ils furent reconnus Citoyens de l'Etat. Ils furent déclarés capables de posséder toutes les Charges. Leur égalité de Condition fut déterminée par l'autorité d'une souveraine Puissance, à laquelle ils prirent part à titre de membres d'un même Corps.

L'etat de la Republique étoit-il moins brillant alors qu'il ne l'est aujourd'hui? Depuis que la Religion Catholique a attiré à elle seule toutes les parties de l'administration, dira-t-on que la Pologne ait été plus heureuse & plus tranquille dans son interieur & plus considérée chés ses Voisins, que lorsque les Dissidents placés parmi les Pères de la Patrie concouroient par leur Zèle & par la Sagesse de leurs deliberations au bien & à la felicité publique? L'auteur avance bien des choses, celle-cy lui a échappé. Une telle assertion lui auroit fait honneur par sa nouveauté. On s'étonne qu'ayant pu s'aider aussi avan-

dans

* Cet extrait & les confirmations se trouvent dans l'exposition des droits des Dissidents.

dans les Pacta Conventa de nos Rois ces mots : *Pacem cum dissidentibus conservabimus*. Cette crainte a engagé la République à renouveler en plusieurs rencontres la sûreté des personnes & des biens aux dissidents ; témoin les Considérations de 1632. 1648. 1668. & 1674. aucune toutefois ne leur permet d'aspirer aux Charges.

En 1717. sous Auguste II. le traité de Varsovie (fait sous la garantie de Pierre le Grand) défend au garde des sceaux de les appliquer aux grâces que les dissidents auroient obtenues du Roi.

Après la mort d'Auguste II. la Confédération générale de Varsovie promet aux dissidents la sûreté de leurs biens & l'égalité des personnes ; avec cette restriction, qu'ils ne jouiront d'aucune activité dans les diètes & tribunaux, & qu'ils seront inhabiles à toute charge de l'Etat, & la Confédération de 1764. n'a fait que de les confirmer. Enfin les Pacta Conventa du Roi regnant,

tageusement du fait, il se soit réduit à des réflexions sur les avantages speculatifs de l'unité de religion.

La nation Polonoise s'arrete-t-elle dans ces tems aux proscriptions des deux Rois Vladislas : & contre qui en effet ces proscriptions ont-elles porté ? Contre des Ecoliers fugitifs, contre des Predicateurs Vagabonds, contre des gens sans aveu, qui par leurs démarches soudes étoient dangereux pour l'Etat, & qui inquiétoient autant la constitution politique que la Religion. Peut-on avoir compris dans cette proscription, une Religion dont l'Etat n'étoit pas encore déterminé, & quelle comparaison y a-t-il à faire d'une secte de quelques gens obscurs, décriés par leurs mœurs, à une Religion qui est celle de monarchies puissantes & qui le dispute en dignité à la Communion Romaine ?

L'argument tiré de ce que cette proscription a été antérieure à l'établissement du Protestantisme est faux, parceque proscrire une chose qui n'existe pas est absurde. Quand l'auteur cherche par anticipation à faire valoir une telle proscription, contre les religions des Dissidents, on le prie d'être plus réservé sur les fondements qu'il leur suppose gratuitement. Ces religions sont entrées sur l'Evangile, sur la parole de Dieu dans sa pureté & non sur des opinions humaines, & c'est parcequ'on l'a prouvé à la Cour de Rome, qu'elles ont eu de si grands succès. Ces termes de Signal de révolte, l'obli-

l'obligent à se conformer touchant les Dissidents aux susdites Constitutions.

Nous venons de prouver par des Constitutions fidèlement citées que les loix de l'Etat s'opposent à l'ambition des Dissidents ; mais supposons qu'elles leur fussent aussi favorables qu'elles sont contraires, leur autorité seroit nulle, quant à la diète, qui ne reconnoît les chaînes d'aucune loi ; C'est dans la diète que réside le pouvoir législatif dans toute l'étendue que ce terme peut avoir, or il est impossible de dire que le Législateur peut malgré lui devenir l'Esclave de ses propres loix, la même autorité qui lui a donné le droit de statuer, suppose en même tems celui d'annihiler. L'un & l'autre, ont les mêmes titres, ainsi la dernière volonté de la diète est elle même la suprême loi ; toute volonté antérieure & contraire est anéantie par l'acte récent ; si les anciennes loix demeurent en vigueur, c'est parcequ'elles sont censées confirmées par son silence ; En un mot la diète est

ne sont plus des façons de s'exprimer quand on parle de Religions suivies par tant de Souverains, il y a ici manque de decence. Le joug de la dépendance de Rome est une expression très Catholique, mais elle meneroit à de longues discussions sur l'origine de ce joug, ses progrès, ses abus, les menées, les intrigues qui l'ont étendu & perpétué. On ne fait point mauvais gré à ceux qui tiennent encore à ces vieilles & respectables opinions, mais s'ils méprisent intérieurement les lumières des derniers siècles, on les priera de renfermer en eux ce sentiment, & de ne pas le faire éclater par des expressions monachales, auxquelles les Dissidents ne veulent pas répondre, parcequ'ils ne veulent point faire de leurs droits & de leur qualité de Citoyens une question de Religion. Celles-ci finissent ordinairement mal, ou le plus grand avantage qu'on en retire est de rester dans sa première incertitude, & ils voudroient que leur sort fut décidé une fois pour toutes. On n'accordera point que la Religion Catholique soit plus ancienne en Pologne que la Religion Grecque. Cinq Provinces entières ont toujours suivi cette dernière & n'ont pas moins été considérées dans le Corps de l'Etat : Ainsi la Religion Grecque est tout aussi bien la Religion primitive & de l'Etat que la Catholique.

Si à la mort de Sigismond Auguste la réforme avoit tellement gagné, nonobstant la severité des loix, espere-t-on qu'un redoublement de rigueur aura presentement plus de



le plus absolu & le plus légitime des Despotés, d'où il suit que la peine que prennent les Dissidents à citer les Constitutions (peine très à sa place s'ils plaident devant le Roi, le Senat ou quelque autre Magistrature, qui tous en ont juré l'observation) devient absolument inutile dès que leur cause a le Législateur même pour juge.

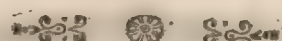
Ils réclament la garantie des traités avec les Puissances Etrangères. Sans doute ces traités sont des chaînes, dont la nation Polonoise ne peut, ni ne veut secouer le joug; les Puissances contractantes ont droit d'exiger leur entier accomplissement. Il y a plus, leur gloire est intéressée à faire respecter des droits qu'elles ont garanti; loin de nier de tels Principes, nous les défendrons s'ils étoient combattus.

succès contre une religion établie, enracinée, suivie depuis des siècles & autorisée par l'exemple de tant d'Etats puissants? pense-t-on que les hommes qu'on poursuit ne sont plus de hommes?

Cette formule: *pacem cum dissidentibus conservabimus*, (a) se rapporte à une Constitution antérieure, par laquelle la République avoit statué, ainsi qu'on vient de le voir, que la différence de religion n'en apporteroit point dans la Capacité aux Charges. L'Etat de paix conserve les choses telles qu'elles ont été. Dès que les Dissidents, avant l'introduction de ce serment, étoient en possession des Charges & dignités de l'Etat, comment prétendre les en dépouiller, aussi longtemps qu'on veut observer la paix avec eux? Dans toutes les Confédérations citées, il n'est fait aucune mention des Charges, parceque c'étoit une chose de droit & que des Citoyens égaux en traitant l'un vis à vis de l'autre pour le salut de l'Etat, n'entroient point dans des détails sur leur état particulier qui étoit connu & déterminé depuis la vraie fondation de la liberté de la République. De plus dans ces Confédérations entre les Catholiques & les autres Religions, comme on se qualifie res-

Voyons

(a) Encore cette Citation de l'auteur demande-t-elle plus d'exactitude, car voici les expressions, *pacem et tranquillitatem inter Dissidentes tuos*, dont se sont toujours servi les Rois en jurant de maintenir la paix entre leurs Sujets Dissidents sur la Religion: *Entre se rapporte à l'égalité des Religions décidée par la Confédération de 1573. avec à tout un autre sens, & tend à faire croire que les Religions, Grecque, Reformée & Lutherienne sont seules comprises sous cette qualification de Dissidents. S'il s'est glissé dans quelques Confédérations du Parti Catholique une telle altération du formulaire du serment des Rois, on cite abusivement aujourd'hui cette altération au lieu de la stipulation originale, pour donner le change sur la question, & faire regarder les Dissidents d'aujourd'hui comme n'ayant jamais eu part égale à la législation & toujours dépendants de la Religion Catholique.*



Voyons donc ces traités où il peut être question des Dissidents.

Le traité de Vellau est le premier qui se présente. Il fut conclu en 1657 entre Jean Casimir Roi de Pologne & Frédéric Guillaume Electeur de Brandebourg. Par ce traité l'Electeur qui jusqu'alors avoit possédé la Prusse Ducale à titre de fief de la Pologne, en acquiert le haut domaine pour lui & pour ses descendants mâles. Il n'est donc ici absolument question que de la Prusse Brandebourgeoise, & encore le seul Article où il est parlé de Religion qui est l'Article XVI. non seulement ne fait pas mention des Dissidents, mais est uniquement destiné à maintenir en Prusse Brandebourgeoise les Prérogatives de la Religion Catholique.

Le traité d'Oliva est de 1660. & fut conclu entre Jean Casimir & ses alliés d'une part & Charles XI. Roi de Suede de l'autre sous la garantie de Louis XIV. Les deux Clauses principales de ce Traité sont la renonciation de Casimir à la Couronne de Suede & la Cession de la Livonie.

ciproquement de Dissidents, les Catholiques renonçoient par là même à toute supériorité pour cause de religion.

On cite fort mal le Passage par lequel il est défendu aux Chanceliers de sceller les grâces accordées aux Dissidents, en retranchant ces mots *au Préjudice des Catholiques*. La défense conçue telle qu'elle est dans le texte de la loi, comprend une exception, qui, loin d'abolir les droits des Dissidents ne tend qu'à les confirmer. En effet que peut-on inferer de cette défense *au Préjudice des Catholiques*? Si ce n'est, que le nombre des Dissidents étant moindre, on devoit suivre cette proportion dans la distribution des grâces, qu'autrement il y auroit préjudice pour les Catholiques & qu'alors les Chanceliers devoient s'abstenir de sceller. De toute façon on ne pourroit en inferer que quelques raisons de préférence pour une partie & jamais l'exclusion de l'autre. Et cela est si vrai que le même Roi Auguste II. après avoir confirmé solennellement & suivant la manière usitée, la sûreté & la paix dont les Dissidents doivent jouir, s'exprime de manière à leur conserver encore leur droit aux dignités du Royaume, puisqu'il promet dans la distribution des places du Senat aussi bien que des Starosties à Jurisdiction de se conformer à ce qui a été pratiqué par les Rois Jean Casimir, Michel & Jean III. n'exceptant de la distribution des grâces que les Memnonites, les Anabaptistes & les Quakers.

H 2

Les

Les Articles où il est question de Religion sont le 2. & le 4. l'Article deuxième ne regarde que les villes de la Prusse Polonoise, qui ont passé sous la domination Suedoise ; leurs Prérogatives temporelles & spirituelles y sont maintenues : on promet de respecter le libre exercice des Religions Catholiques & Evangeliques, ainsi qu'il l'a été avant la guerre. L'Article 4. regarde la Livonie Suedoise, il y est dit que pour ce qui regarde la Religion Catholique Romaine dans cette Province, tous les habitans & autres sujets qui y sont attachés, jouiront d'une complète liberté & sécurité de conscience.

Enfin le Traité de 1686. avec la Russie Article IX ne parle que de la Religion Grecque ; la tolérance & la Paix dans le culte y sont simplement & uniquement stipulés, il n'est en aucune façon question de Charges ni d'Emplois.

Enfin ils appuient leur demande sur ce qu'autrefois ils ont possédé des emplois, on

Les usurpations s'étoient faites tacitement & pas à pas jusqu'à ce Regne. Mais depuis on a cru n'avoir plus de ménagements à garder & on a prononcé contre les dissidents l'exclusion absolue des charges de l'Etat.

C'est contre ces usurpations en général & plus positivement contre ces proscriptions faites depuis Auguste II. que les Dissidents reviennent aujourd'hui. Leur opposer le mal qu'on leur a fait comme un droit de leur en faire, c'est renverser tous les Principes & dire tacitement qu'on n'a d'autre raison contre eux que la raison du plus fort.

Il n'y a point d'ambition à demander le sien à un détenteur injuste. Les Constitutions citées ont foudroyé une Chimère ; L'application, qu'on en veut faire n'est pas soutenable & est contredite par les loix fondamentales de la République, qui ont déterminé depuis l'état des Dissidents & c'est à demander l'exécution de ces loix qu'ils rapportent toutes leurs vûes ambitieuses.

Un Législateur raisonnable est toujours l'esclave de la raison, & il n'y point de raison sans la justice. On ne croit pas qu'il se trouve encore dans la République une personne avec l'Auteur, qui admette ces caractères, qu'il lui plait de donner à la diète, de despote le plus légitime & le plus absolu. On sait qu'il y a des cas où les Particuliers savent se soustraire à ce despotisme, & il y a des formes, mises plus d'une fois en pratique, pour arrêter l'effet d'une injuste délibération de cette

ne

ne pretend point le leur disputer, cela est vrai ; mais que s'en suit-il de là ? du fait au droit il n'est pas permis de conclure & avant que d'établir le droit de jouir sur la possession passée, il faudroit commencer par savoir si cette possession étoit elle même fondée sur le droit de jouir.

Leur second argument est tiré du droit de la Naissance. Tous les Gentilshommes Polonois ont droit à tous les Emplois & dignités du Pays ; or, disent-ils, nous sommes Gentilshommes Polonois ; donc &c.

Le Vice du raisonnement est dans la première proposition : La Naissance, il est vrai, constitue le Gentilhomme Polonois, mais il lui faut deux autres Caractères pour le rendre habile à toutes les Prérogatives qui y sont annexées, savoir la possession des terres en Pologne & la profession de la Religion Catholique. Le défaut d'un seul de ces requisita suspend l'activité des deux autres.

A tout ce qui vient d'être

puissance absolue. Il seroit trop long d'en citer les exemples & d'en rapporter les moyens. L'histoire de la République & son Systeme mieux approfondi, rectifieront l'auteur sur ce point, ainsi que sur beaucoup d'autres. Mais ce législateur, à la Puissance duquel l'Auteur ne met point de bornes, existe-il encore bien réellement, & peut-on le considérer dans son intégrité aussi longtems qu'une partie considérable des citoyens est exclue de ses délibérations ? Le Législateur, en se privant d'une partie de ses membres, ne renonce-t-il pas par là à l'autorité qu'il a sur eux ? En prononçant contre eux, sans eux, il exerce un droit qu'il n'a déjà plus. Tout rentre dans l'état primitif & naturel. La Partie la plus forte se sépare de la plus faible, mais sans dénaturer les droits de celle-ci. Libre, indépendante, souveraine comme l'autre, elle est dans le cas d'une légitime défense & de faire usage de tous les moyens que lui conseillera sa faiblesse.

Les Puissances voisines ne sauroient voir en elle des Sujets rebelles aux ordres d'un Souverain, mais un Souverain opprimé par un plus fort, & dès ce moment toute assistance est naturelle & légitime, & n'a pas besoin d'être autorisée par des garanties.

Mais on n'en veut pas moins soutenir ici que ces garanties existent. On remarque dans la Citation des traités qui l'établissent, la même fidélité qu'on a vûe à rapporter les Constitutions de la République. Après quelques oppressions

H 3

dit

dit une seule reflexion Nous reste à ajouter.

Au défaut de raisons solides, l'exemple peut quelque fois influer sur nos determinations.

S'il étoit un seul peuple en Europe que l'on pût citer pour servir de modèle au Système Politique, que l'on veut faire adopter à la Nation Polonoise, on pourroit se flatter de la porter à l'imitation; mais quand de quelque côté qu'elle jette les yeux, elle trouve partout une Religion dominante, seule en Possession des dignités de l'Etat, quand elle voit les Gouvernemens, qui par leur forme ont le plus d'analogie avec le sien, l'Angleterre, la Hollande, la Suisse, Genes & Venise, toujours si attentifs & si scrupuleux à écarter par les loix les plus severes, la multiplicité des religions de l'administration publique; elle conclut qu'il faut qu'une conduite, si universellement & si généralement observée par des nations, qui d'ailleurs ne sont point en reputaton de

un peu trop emphatiques de chaînes, de joug que ces traités conclus par les Chefs de la Republique avec les puissances Etrangères, auroient imposés à la Pologne, on ne parle que du Dispositif de l'Article II. dans le Traité d'Oliva, qui à la verité n'a pas assez d'étendue, & on tait à dessein la déclaration des Ministres de Suede, faite pour étendre ce dispositif: déclaration admise par le Roi & la nation Polonoise, & dont les ratifications (ce qui donne la sanction à tout traité) font un seul & même instrument avec celles du traité de Paix. On joindra encore cette declaration ici & on est persuadé que l'auteur en saura gré.*

Il y a une reflexion toute naturelle à faire à l'occasion du traité de 1686. entre la Russie & la Pologne, c'est qu'alors les Citoyens, qui professoient la Religion Grecque, ne se trouvoient pas réduits au petit nombre, où ils l'ont été dans ces derniers tems par la persecution. On ne stipuloit point le maintien du temporel, parceque cinq Provinces florissantes, qui suivoient cette Religion, ayant fait de tout tems partie de l'Etat, on ne pensoit pas qu'elles en fussent jamais retranchées; mais en stipulant pour le spirituel, c'est s'abuser que de croire que le temporel n'y soit pas tacitement compris. Si les Grecs ont de droit le libre exercice de leur Religion, on ne doit point les molester à cause de cette Religion. Ne seroit il pas absurde de dire, qu'il y a liberté de conscience, lorsqu'en souffrant qu'ils celebrent tous les mystères de la Religion sacri-

* Cette declaration est la piece sub litt. G.

sacrifier au caprice & à la legereté, soit autorisée par des raisons bien solides.

Nous les trouverons, ces raisons solides, dans les principes de toute bonne administration, qui cherche à éloigner des conseils où on delibere sur le bonheur de la Patrie, la vie & les biens du Citoyen, tout ce qui pourroit distraire l'attention du Juge ou de l'opinant, de la seule vuë du bien public; on fait que l'Esprit de parti formé par celui de Religion, produit cet effet inevitable.

L'experience la plus consommée fait assez connoître, que l'avis le plus salutaire trouve souvent des oppositions dans l'esprit de cabale, que tout gouvernement Republicain y est indispensablement exposé & qu'à porportion que la voix d'un chacun a d'influence, l'Etat court d'autant plus de risque, de devenir la victime de l'animosité des débats: Cette influence étant à son comble dans le gouvernement present de la Pologne, où l'opposition d'un seul arrête l'activité de

comme Chrétiens, on leur ôte la subsistance comme hommes, l'existence comme Citoyens? La Puissance obligée à leur garantir le spirituel n'est-elle pas tout aussi étroitement obligée d'empêcher qu'ils ne soient depouillés en haine de ce spirituel?

L'auteur a avoué des faits qui sont de notoriété publique, que les Dissidents ont possédé des Charges dans l'Etat. Les principes qu'il a suivi dant tout ce memoire ne promettoient pas une Confession aussi importante. De la Possession au droit de posseder, il ne faut point conclure selon lui. Où en seroient toutes les Puissances de l'Europe, si un tel principe étoit admis? Il n'y auroit rien de fixe, rien de certain dans les fondations des Empires, comme dans celles des Republiques. C'est la Possession qui a presque toujours fait les premieres titres. Combien de Provinces, sur les quelles il seroit impossible d'en prouver d'autre. Le droit de conquête, s'il existe, n'a jamais pu être un droit que parce qu'il a succédé à la Possession. La Deposition ne fera point un droit, si la Possession n'en est pas un. Quant au droit de posseder, les Dissidents ont joui comme hommes, comme Citoyens. Ce sont là je crois les droits reconnus dans un Etat libre. Dire qu'on jouit comme Catholique, c'est confondre les idées & faire un monastère de la Pologne.

On erige toujours la question en droit, en voulant établir que la Profession de la Religion Catholique est necessaire pour posseder des charges. Si ce Principe étoit ancien dans la tous,



tous, le danger de l'Etat seroit manifeste, si plusieurs Religions partageoient la legislation & la magistrature.

Puis donc que le bien public est incompatible avec ce partage, il ne reste que cette alternative: Ou que la Religion Catholique, fondamentale & dominante de l'Etat depuis l'An 964, se depouille de tous ses droits que 802 Ans de possession legitime n'auront pu faire respecter; ou que les Dissidents ouvrant à la fin les yeux sur l'illegitimité de leurs pretentions, fassent à la patrie le genereux sacrifice de leurs vûes ambitieuses.

Il y a assurément de l'erudition dans ces recherches sur l'etablissement de la Religion Catholique en Pologne, mais malheureusement pour l'auteur, la Religion Grecque y étant aussi ancienne, auroit un Sacrifice tout aussi grand à faire, celui de 8. ou 9. Siecles. Pour les deux autres Religions elles se persuadent qu'une antiquité d'un Siecle & demi est tout aussi bonne & fait tout autant droit qu'une possession de 800. ans. La prescription la plus longue est de 100. ans, on ne croit pas qu'il soit possible de revenir contre, & il paroît que la Revolution de quatre générations suffit pour decider si une chose est bonne ou mauvaise, à moins qu'on ne dorme pendant tout ce tems là.



Republique, pourquoi ne l'a-t-on pas fait valoir lorsque les Dissidents en possédoient un si grand nombre. Le Systeme de la Republique a-t-il changé depuis? a-t-il suivi le penchant qu'il avoit à se *spiritualiser*?

L'exemple de ce qui se pratique dans d'autres Etats libres, ne feroit pas loi pour un Etat, qui ne depend que de lui même, quand même l'application pourroit s'en faire à la Pologne, mais il n'y a aucune comparaison entre son gouvernement & le leur. En Hollande & en Angleterre où la Religion Protestante a fondé la liberté publique contre la Catholique, il y a deux Classes de Citoyens, les vainqueurs & les vaincus. Ceux-là ont fait la part aux autres & ceux-ci s'en contentent, parcequ'ils ne peuvent pas faire mieux. Voudroit on mettre la Constitution du gouvernement Polonois aux mêmes epreuves? On n'en soupçonne pas l'auteur.

Hist. Polon.

432

